

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

Europ Assistance SA

Index

Index.....	2
Glossaire	4
Synthèse	5
A. Activité et résultats	7
A.1. Activité	7
A.2. Résultats et souscription.....	9
A.3. Résultats des investissements	12
A.4. Résultats des autres activités	12
A.5. Autres Informations.....	13
B. Système de Gouvernance.....	14
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance	14
B.2. Exigences de compétences et d'honorabilité	20
B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	22
B.4. Système de contrôle interne	29
B.5. Fonction d'audit interne	32
B.6. Fonction actuarielle.....	35
B.7. Sous-traitance.....	36
B.8. Autres informations.....	38
C. Profil de risque	39
C.1. Risque de souscription	39
C.2. Risque de marché.....	41
C.3. Risque de crédit.....	44
C.4. Risque de liquidité	45
C.5. Risque opérationnel.....	46
C.6. Autres risques importants	47
D. Valorisation à des fins de solvabilité	48
D.1. Actifs	49
D.2. Provisions Techniques.....	53
D.3. Autres passifs	59
D.4. Méthodes de valorisation alternatives	59
D.5. Autres informations.....	59
E. Gestion du capital	60
E.1. Fonds propres.....	60
E.2. Passage synthétique des fonds propres IFRS aux fonds propres solvabilité 2.....	65
E.3. Capital de solvabilité requis et Minimum de Capital Requis	65
E.4. Utilisation du sous module « risque action fondé sur la durée » dans le calcul du SCR.....	69
E.5. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé.....	69
E.6. Manquement au SCR et MCR.....	69
E.7. Autres informations.....	70
Annexes	71

S.02.01.02 – Bilan.....	71
S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	73
S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays.....	75
S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie.....	76
S.19.01.21 – Sinistres en non-vie.....	78
S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires.....	80
S.23.01.01 - Fonds propres.....	81
S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises sur la formule Standard.....	81
S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) —activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement.....	83

Key figures

Ratio de solvabilité

+21 p.p.
150,4%

Ratio de couverture
du MCR

+54 p.p.
329%

Fonds propres éligibles

+64%
291,1 m€

Primes émises brutes
de réassurance

+49%
861,7 m€

Capital de solvabilité requis
(SCR)

+41%
193,5 m€

Investissements

+152%
426,2 m€

Minimum de capital requis
(MCR)

+41%
87,1 m€

Meilleure estimation
des provisions nettes de réassurance

+69%
327,8 m€

Glossaire

- ACPR:** Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
- ALAC:** Adjustment for the Loss-absorbing Capacity
- Assicurazioni Generali S.P.A.:** Assicurazioni Generali Societa per azioni
- BE:** Best Estimate
- BEL:** Best Estimate Liabilities
- BOF:** Basic Own Funds
- BSCR:** Basic Solvency Capital Requirement
- CM:** Chargé de missions
- DAC:** Deferred Acquisition Costs
- EA:** Europ Assistance
- EA Holding:** Europ Assistance Holding SAS
- EA SA:** Europ Assistance SA
- EIOPA:** European Insurance and Occupational Pensions Authority
- GRH:** Groupe de Risques Homogènes
- IARD:** Incendie, accidents et risques divers
- IAS 19:** International Accounting Standard Nineteen
- ICRMS:** Internal Control and Risk Management System
- IDA:** Impôts différés Actif
- IDP:** Impôts différés Passif
- IFRS:** International Financial Reporting Standards
- IT:** Information Technology
- MCR:** Minimum Capital Requirement
- MRSA:** Main Risk Solvency Assessment
- MVBS:** Market Value Balance Sheet
- ORSA:** Own Risk and Solvency Assessment
- PGC:** Le Plan de Gestion du Capital
- PPNA:** Provision pour Primes non acquises
- RCM:** Matrice de Risques et Contrôles Opérationnels
- SAA:** Stratégie d'Allocation d'Actifs
- SCR:** Solvency Capital Requirement
- VA:** Volatility Adjustment (correction pour volatilité)

Synthèse

Activité et résultats

Au cours de l'exercice 2019, Europ Assistance SA, société d'assurance française a connu une expansion significative du périmètre de ses activités européennes. Europ Assistance SA a eu l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution d'ouvrir 5 nouvelles succursales en Allemagne, Belgique, Espagne, Luxembourg et Portugal. Ces succursales nouvellement créées ont repris les activités assurantielles d'Europ Assistance de ces pays suite aux fusions-absorptions par Europ Assistance de sociétés d'assurance du groupe dans ces pays, effectives au 5 décembre 2019 pour l'Espagne et au 31 décembre 2019 pour les autres pays. Ces activités étaient auparavant couvertes par des entités d'assurance du périmètre Europ Assistance dans ces pays respectifs.

Au 31 décembre 2019, Europ Assistance SA exerce son activité sur un périmètre français et sur un périmètre international. Europ Assistance SA vend des produits d'assurances en Europe au travers de ses sept succursales en Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Luxembourg, et Portugal. La succursale irlandaise souscrit des contrats d'assurance en Europe centrale et de l'Est via la libre prestation de services. Europ Assistance SA exerce également une activité de réassureur par le biais d'acceptations provenant principalement des Etats-Unis.

Europ Assistance SA est présente sur sept lignes d'activité Solvabilité II : assistance, pertes pécuniaires diverses, frais médicaux, assurance de protection du revenu, protection juridique, assurance automobile autre et assurance de responsabilité civile générale.

Les primes acquises nettes de réassurance d'Europ Assistance SA ont augmenté 47% entre 2018 et 2019 pour s'établir à 816 m€, notamment sous l'effet de l'apport des cinq nouvelles succursales évoquées plus haut.

Ce rapport est préparé au moment de l'émergence du Covid 19 et ne prend pas en compte les effets qu'il peut avoir sur les états financiers d'Europ Assistance SA. Toutes les équipes d'Europ Assistance SA travaillent actuellement activement à gérer cette crise afin de protéger les employés d'Europ Assistance, les clients et les partenaires d'Europ Assistance SA. Les effets de cette crise sur les états financiers d'Europ Assistance SA seront présentés lors de la prochaine campagne de publication.

Système de gouvernance

Tout au long de l'exercice 2019, Europ Assistance SA a adopté, par étapes successives, une gouvernance adaptée au nouveau périmètre et au nouveau niveau de complexité de ses activités. Il permet à la fois de garantir :

- la gestion de chaque périmètre opérationnel local (chaque succursale ainsi que le périmètre opérationnel français) par une équipe dédiée suffisamment autonome pour répondre aux besoins clients et réglementaires locaux ;
- une uniformité de gestion d'Europ Assistance SA sur l'ensemble de ses périmètres opérationnels (souscription de produits, gestion des risques, suivi des réclamations, etc.) à travers des systèmes de relais tant de la Direction Effective, des fonctions de contrôles que des fonctions opérationnelles.

Europ Assistance SA a mis en place un système de gestion des risques et de contrôle interne pour répondre aux attentes du cadre de Solvabilité 2, mais aussi en accord avec le modèle d'organisation du Groupe Generali. Ce système repose notamment sur un ensemble de politiques et de procédures formalisées, une répartition claire des rôles et des responsabilités, des mécanismes d'identification et d'évaluation des risques mais aussi une comitologie permettant la remontée d'information au Conseil d'Administration, le cas échéant.

L'évaluation quantitative des risques se fait par l'évaluation des besoins en capital d'Europ Assistance SA selon la formule standard.

Profil de risque

Europ Assistance SA, de par la nature de son activité, est principalement soumise à des risques de souscription non-vie, ceux-ci représentant 73 % de son besoin en capital (après diversification et hors effet d'impôt différé). Viennent ensuite les risques de contrepartie (17 %) et les risques liés aux marchés financiers (15 %).

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne mis en place par la société tient compte de ce profil de risque, et intègre notamment des limites quantitatives et qualitatives sur les activités de souscription et d'investissement, définies selon le niveau d'appétence au risque de la société.

Évaluation des fins de solvabilité

Il n'y a eu aucun changement dans les méthodes d'évaluation utilisées pour l'élaboration du bilan prudentiel entre 2018 et 2019. Les méthodes d'évaluation adoptées sont conformes aux exigences réglementaires relatives à Solvabilité 2 et définies par les Procédure du Groupe Generali, notamment en ce qui concerne :

- La meilleure estimation des passifs ;
- La marge pour risques ;
- La valeur de marché des actifs financiers.

Gestion du capital

Les fonds propres éligibles d'Europ Assistance SA s'élèvent à 291 M€ à fin 2019 et sont classés en intégralité en Tier 1 excepté 22 M€. Le capital de solvabilité requis (calculé selon la formule standard) atteint 193 M€, entraînant un ratio de couverture de 150%. Le ratio de MCR s'élève quant à lui à 329%. Ces ratios montrent explicitement que la société dispose de fonds propres éligibles qui lui permettent de mener à bien son activité, de soutenir son développement et d'assurer sa pérennité.

Europ Assistance SA estime que l'écart type préconisé par la formule standard pour le risque de prime est inadéquat avec le profil de risque réel du segment assistance. Afin de mieux définir son profil de risque et tenir compte de toutes les spécificités intrinsèques de son univers de risque, Europ Assistance SA a recours à l'utilisation d'un paramètre spécifique dans le calcul de son exigence de capital réglementaire.

A. Activité et résultats

A.1. ACTIVITE

A.1.1. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

Europ Assistance SA est une société anonyme, détenue à 100% par Europ Assistance Holding S.A.S (2 rue Pillet Will, 75009 Paris), régie par le Code des Assurances et entrant dans le périmètre de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Europ Assistance Holding S.A.S (EA Holding) est elle-même directement et indirectement détenue à hauteur de 100% par Assicurazioni Generali S.p.A.

Europ Assistance SA dispose de sept succursales :

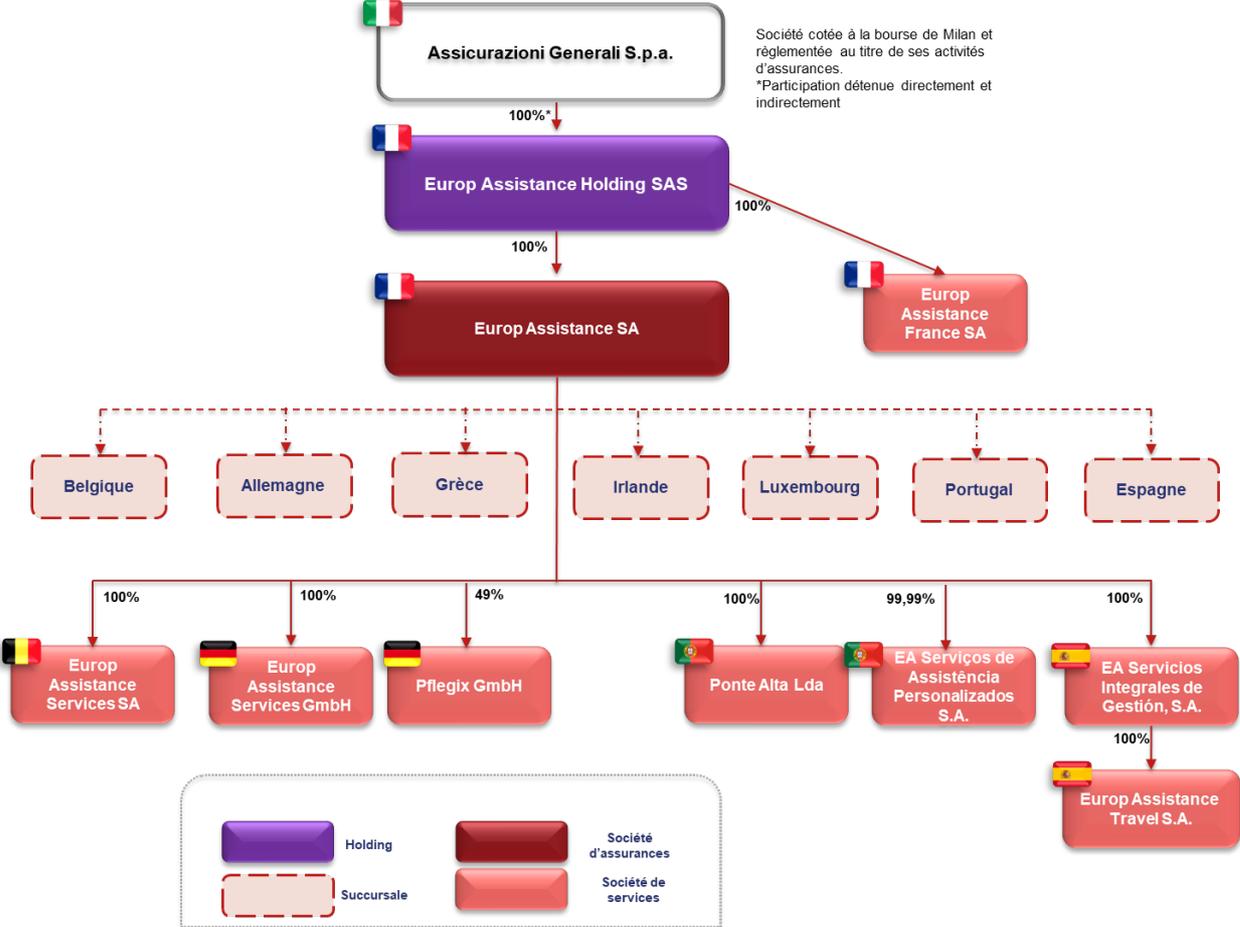
- en Allemagne : Europ Assistance SA, Niederlassung für Deutschland, domiciliée à Adenauerring 9, 81737 Munich, Allemagne ;
- en Belgique : Europ Assistance SA, Succursale belge, domiciliée Boulevard du Triomphe 172, 1160 Auderghem, Belgique ;
- en Grèce : Europ Assistance, Succursale grecque, domiciliée à Pireus St. 205 Panagi Tsladari Tarvos 17778 Athènes, Grèce ;
- en Irlande : Europ Assistance SA Irish Branch, domiciliée à 4th Floor 4-6 Eden Quay Dublin 1, D01 N5W8, Irlande ;
- au Luxembourg : Europ Assistance SA, Succursale luxembourgeoise, domiciliée Rue Léon Laval 12, L-3372 Leudelange, Luxembourg ;
- en Espagne : Europ Assistance SA, Succursale espagnole, domiciliée Orense, 4, 28020, Madrid, Spain ;
- au Portugal : Europ Assistance SA – Succursale portugaise, domiciliée Avenida Columbano Bordalo Pinheiro, no. 75, 10th floor, 1070-061 Lisbon, Portugal.

Elle détient également directement des participations dans d'autres filiales du groupe Europ Assistance :

- Europ Assistance Services S.A. (Belgique) à hauteur de 100% ;
- Europ Assistance Services GmbH (Allemagne) à hauteur de 100% ;
- Pflug GmbH (Allemagne) à hauteur de 49% ;
- Europ Assistance Servicios Integrales de Gestion, S.A (Espagne) à hauteur de 100% ;
- Europ Assistance - Serviços de Assistência Personalizados S.A. (Portugal) à hauteur de 99,98% ;
- Ponte Alta, SGPS, Unipessoal, Lda. (Portugal) à hauteur de 100%.

Elle dépend de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 PARIS CEDEX 09).

La certification des comptes d'Europ Assistance SA est confiée au cabinet Ernst & Young (Tour First, 1 place des Saisons, TSA 14444, 92037 Paris la Défense).



A.1.2. LIGNES D'ACTIVITE ET TENDANCES

Europ Assistance SA opère ses activités dans chacune des succursales susmentionnées ainsi que dans le périmètre opérationnel français.

Europ Assistance SA est présente sur sept lignes d'activité : assistance, frais médicaux, pertes pécuniaires diverses, assurance de protection du revenu, protection juridique, assurance automobile autre et assurance de responsabilité civile générale.

Les primes acquises nettes de réassurance d'Europ Assistance SA ont augmenté de 48% entre 2018 et 2019 pour s'établir à 816 m€, principalement lié à l'effet de la fusion avec les périmètres espagnol, belge, allemand, portugais et luxembourgeois.

A.2. RESULTATS ET SOUSCRIPTION

Chiffres en M€	YE 2019	YE 2018	Variation	%
Périmètre français	298	278	20	7%
Succursale irlandaise	202	290	-88	-30%
Succursale grecque	9	9	0	-1%
Succursale espagnole	168		168	0%
Succursale belge	77		77	0%
Succursale allemande	53		53	0%
Succursale portugaise	52		52	0%
Succursale luxembourgeoise	2		2	0%
Primes émises brutes de réassurance – TOTAL	862	577	285	49%
Primes émises cédées	32	14	18	123%
Primes émises nettes de réassurance	830	563	267	48%
Primes acquises nettes de réassurance	816	555	262	48%

En 2019, les primes émises brutes de réassurance s'élèvent à 862 m€. Ces primes ont augmenté de 49% en 2019 principalement au titre :

- La fusion avec les périmètres espagnol, belge, allemand, portugais et luxembourgeois pour +352 m€ ;
- d'une forte croissance de l'assurance Voyage (Travel) sur le périmètre français d'Europ Assistance SA (+20 m€) ;
- et de l'annulation des acceptations en quote-part espagnole et belge dans la succursale irlandaise (-88 m€).

Les primes acquises nettes de réassurance suivent l'évolution décrite ci-dessus. Elles s'établissent à 816 m€ au titre de l'exercice 2019.

YE2019								
Chiffres en m€	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Frais médicaux	Assurance protection du revenu	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance responsabilité civile générale	Protection juridique	Total
Primes acquises nettes	442	288	56	2	20	1	8	816
Prestations d'assurance et de sinistres nettes	-298	-187	-33	0	-9	0	-4	-532
Frais d'acquisition et d'administration	-134	-88	-21	0	-7	0	-3	-253
Autre revenu d'activité d'assurance net	1	0	0	0	0	0	0	2
Résultat technique net	11	13	3	1	3	0	1	33
YE2018								
Primes acquises nettes	294	249	0	2	6	1	3	554
Prestations d'assurance et de sinistres nettes	-192	-151	0	0	-2	0	-2	-349
Frais d'acquisition et d'administration	-100	-82	0	0	-3	0	-1	-187
Autre revenu d'activité d'assurance net	3	0	0	0	0	0	0	3
Résultat technique net	4	16	0	1	1	0	0	22
YE2019 vs. YE2018								
Primes acquises nettes	148	39	56	0	14	0	5	261
Prestations d'assurance et de sinistres nettes	-106	-36	-33	0	-7	0	-2	-183
Frais d'acquisition et d'administration	-34	-5	-21	0	-4	0	-2	-66
Autre revenu d'activité d'assurance net	-1	0	0	0	0	0	0	-1
Résultat technique net	7	-2	3	0	3	0	1	11

Le résultat technique est en hausse de 11 m€ en 2019 pour s'établir à 33 m€. La hausse du résultat technique s'explique par l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA en 2019. Le ratio résultat technique sur primes acquises nettes de réassurance est stable en 2019 par rapport à l'exercice 2018 et s'établit à 4%.

Chiffres en m€	Primes acquises nettes	Prestations d'assurance et de sinistres nettes	Frais d'acquisition et d'administration	Autre revenu d'activité d'assurance net	Résultat technique net
Périmètre français	286	-193	-87	1	7
Succursale irlandaise	191	-120	-71	0	0
Succursale grecque	9	-8	-3	1	-1
Succursale espagnole	158	-101	-50	0	7
Succursale belge	67	-39	-22	0	7
Succursale allemande	52	-29	-16	0	7
Succursale portugaise	52	-42	-5	0	5
Succursale luxembourgeoise	1	0	-1	0	0
TOTAL 2019	816	-532	-253	2	33
TOTAL 2018	554	-349	-187	3	22

Le tableau ci-dessus présente le résultat technique net d'Europ Assistance SA en 2019 ventilé par périmètre et par succursale. Le périmètre français d'Europ Assistance SA, la succursale espagnole, belge et allemande sont les périmètres qui contribuent le plus au résultat technique d'Europ Assistance SA en 2019.

Les données financières d'Europ Assistance SA présentées ici sont en normes IFRS. Ces données financières sont celles chargées dans les outils du groupe Generali et qui servent à la consolidation financière du groupe Generali. Il convient de préciser que la création des succursales a été rétroactive au 1^{er} janvier 2019 pour l'ensemble des pays excepté la succursale belge. Néanmoins, les chiffres présentés ici contiennent le périmètre belge comme s'il avait été présent tout au long de l'année 2019 dans Europ Assistance SA. Il s'agit d'une

présentation pertinente au regard de l'évaluation de la solvabilité d'Europ Assistance SA sur l'ensemble du périmètre et du bilan qui contient les engagements belges au 31 décembre 2019.

A.3. RESULTATS DES INVESTISSEMENTS

A.3.1. RESULTATS ET DEPENSES

Produits et charges des placements - Chiffres en m€	YE 2019	YE 2018	Variation	%
Actions (dividendes)	3,1	5,5	-2,4	-44%
Titres à revenu fixe	3,2	2,7	0,5	20%
Immobilier	0,0	0,0	0,0	
Liquidités	1,5	0,0	1,5	
Autres placements	0,0	0,0	0,0	
Total - Produits courants	7,8	8,1	-0,3	-4,0%
Actions	0,5		0,5	
Titres à revenu fixe	0,1		0,1	
Immobilier				
Liquidités	0,1		0,1	
Autres placements	0,0			
Total - Profits et pertes réalisés	0,7	0,0	0,7	
Profits et pertes non réalisés	0,0	0,0	0,0	
Impairment net	-0,2	-1,5	1,3	-87%
Charge des placements	-0,4	-0,2	-0,2	77%
Résultat de change	0,7	0,9	-0,2	-18%
Total	8,7	7,3	1,4	19,1%

Le résultat financier s'élève à 8,7 m€ en 2019 contre 7,3 m€ en 2018. Il est en hausse de 1,4 m€. Cette évolution s'explique par l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA :

- Produits courants (variation de -0,3 m€) : l'augmentation des produits liés aux obligations (+0,5 m€) et liquidités (+1,5 m€) compense partiellement la réduction des dividendes en provenance des sociétés d'assurance du fait de leur fusion dans Europ Assistance SA (-2,4 m€) ;
- Profits réalisés (+0,7 m€) : gains liés à des ventes d'actions (branche portugaise) ;
- Autres éléments : +1 m€ (Impairment +1,3 m€, charge des placements -0,2 m€ et résultat de change -0,2 m€).

Le résultat de change provient de la réévaluation des actifs et passifs en devises étrangères, principalement sur le Dollar américain, Le Zloty polonais et le Rouble russe.

Total Actifs de placement – Bilan Prudentiel – Chiffres en m€	YE 2019	YE 2018	Variation	%
Obligations d'état	161,5	64,7	96,8	150,0%
Obligations d'entreprises	152,1	42,4	109,7	258,0%
OPCVM	21,7	18,4	3,4	18,0%
Comptes courants et caisse	59,0	86,5	-27,5	-32,0%
Total	394,3	212,0	182,3	86,0%

Le montant total des obligations (présentées ici hors coupon couru) augmente du fait de l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA, mais également du fait de la diminution des comptes courants (investissements d'une partie des liquidités dans les mandats de gestion).

A.4. RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES

A.4.1. AUTRES PRODUITS ET DEPENSES

Europ Assistance SA n'a pas d'autres produits et dépenses importants sur la période.

A.4.2. ACCORDS DE LOCATION

Europ Assistance SA n'a pas d'accords de location importants sur la période.

A.5. AUTRES INFORMATIONS

Ce rapport est préparé au moment de l'émergence du Covid 19 et ne prend pas en compte les effets qu'il peut avoir sur les états financiers d'Europ Assistance SA. Toutes les équipes d'Europ Assistance SA travaillent actuellement activement à gérer cette crise afin de protéger les employés d'Europ Assistance, les clients et les partenaires d'Europ Assistance SA. Les effets de cette crise sur les états financiers d'Europ Assistance SA seront présentés lors de la prochaine campagne de publication.

B. Système de Gouvernance

B.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

Europ Assistance SA a défini un système de gouvernance tel que requis et en conformité avec les lois et règlements applicables au secteur des assurances. Ce système de gouvernance est proportionné à la nature, à l'échelle et à la complexité des opérations d'Europ Assistance SA et a pour objet de garantir :

- une gestion saine et prudente de l'activité ;
- une structure organisationnelle garantissant une attribution et une séparation des tâches claires et appropriées ainsi qu'une dissémination des informations nécessaires.

Ce système de gouvernance a été progressivement mis en place au cours de l'exercice 2019 en vue de l'intégration, en décembre 2019, de cinq nouvelles succursales européennes.

B.1.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES

Le Conseil d'Administration détermine la stratégie et les orientations de l'activité d'Europ Assistance SA et veille à leur mise en œuvre par la Direction Effective. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche d'Europ Assistance SA et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Par ailleurs, toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée d'Europ Assistance SA doit faire l'objet d'une approbation préalable par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration fixe le mode d'exercice de la Direction Générale d'Europ Assistance SA, assumée soit par le Président, soit par une personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Il arrête, lorsque nécessaire, les limitations de pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués le cas échéant, le Conseil d'Administration est libre de modifier à tout moment les pouvoirs attribués au Directeur Général ou aux Directeurs Généraux Délégués.

Dans le cadre de ses tâches et responsabilités habituelles, le Conseil d'Administration définit des stratégies et politiques en matière de gestion des risques et de contrôle interne et s'assure de leur adéquation et durabilité dans le temps, en termes d'exhaustivité, fonctionnement et efficacité.

Le Conseil d'Administration approuve le Rapport Régulier au Contrôleur (RRC) et le Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière de la Société (RSSF).

Le Conseil d'Administration entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an, les responsables des fonctions clés de contrôle. Cette audition peut se dérouler hors la présence de la Direction Effective. Le Conseil d'Administration peut renvoyer cette audition au Comité d'Audit et de Contrôle Interne.

EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL AU COURS DE L'EXERCICE

Le 27 mars 2019, la composition du Conseil d'Administration a été revue afin d'équilibrer la proportion entre administrateurs exécutifs (2), administrateurs non exécutifs (2) et administrateur indépendant (1).

COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration dispose en son sein d'un comité dénommé Comité d'Audit et de Contrôle Interne¹. Ce comité est notamment chargé des missions suivantes :

- suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle de l'information comptable et financière ;
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- émission d'une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ;
- suivi de la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission ;
- examen des projets de comptes sociaux et consolidés, préparés par Europ Assistance SA, avant leur présentation au Conseil d'Administration.

Il s'assure aussi du respect par le commissaire aux comptes des conditions d'indépendance définies par l'ordonnance n°2016-315 ; en ce qui concerne les entités d'intérêt public, le cas échéant, il prend les mesures nécessaires à l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 537/2014 et s'assure du respect des conditions mentionnées à l'article 6 du même règlement.

Il est présidé par un administrateur indépendant disposant de compétences particulières en matière financière ou comptable.

B.1.2. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

DIRECTION EFFECTIVE

Les membres de la Direction Effective sont le Président-Directeur Général ainsi que le Directeur Général Délégué. Ils dirigent l'ensemble d'Europ Assistance SA, incluant ses succursales, et disposent à cet effet des pouvoirs de gestion et de représentation les plus larges.

Ils sont nommés par le Conseil d'Administration qui encadre leurs missions ainsi que leurs pouvoirs.

Les membres de la Direction Effective sont responsables de la mise en œuvre du système de contrôle interne et de gestion des risques.

Les membres de la Direction Effective étudient les rapports RRC et RSSF préparés par le Responsable de la Gestion des Risques et le Directeur Financier avec l'aide des autres parties prenantes, avant de le soumettre au Conseil.

Avant le 27 mars 2019, la Direction Effective était composée du Président-Directeur Général et de deux Directeurs Généraux Délégués, un en charge du périmètre français et l'autre en charge du périmètre international (Grèce et Irlande). Depuis, le 27 mars 2019, la Direction Effective est composée de deux personnes : le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

FONCTIONS DE CONTROLE

Conformément aux réglementations assurantielles européennes et françaises, Europ Assistance SA dispose de 4 fonctions clés : Gestion des Risques, Vérification de la conformité, Actuariat et Audit Interne. Au regard de la taille et de la complexité des opérations, chaque fonction clé est assumée par un responsable dédié, assisté d'une équipe.

Conformément à l'article L.322-3-2 du Code des assurances, chaque responsable de fonction clé reporte directement à un membre de la Direction Effective d'Europ Assistance SA.

Conformément audit article, chaque responsable de fonction clé est garanti d'un accès direct au Conseil d'Administration lui permettant d'informer le Conseil d'Administration de tout évènement significatif, directement et à sa propre initiative.

À cet égard :

- chaque responsable de fonction clé est auditionné directement par le Conseil d'Administration chaque fois que cela est nécessaire. Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne est plus spécifiquement chargé « d'entendre les responsables des fonctions clés et d'être informé de leur programme de travail » ;

¹ Conformément aux articles L.323-3-1 du Code des assurances et L.823-19 du Code de commerce, ce comité est responsable à la fois de l'audit et du contrôle interne.

- chaque responsable des fonctions clés est informé des dates et ordres du jour proposés aux séances du Conseil d'Administration ainsi que du Comité d'Audit et de Contrôle Interne. Chaque responsable de fonction clé est alors libre (i) d'assister et / ou (ii) de demander à être entendu par le Conseil d'Administration ou le Comité d'Audit et de Contrôle Interne sur une question spécifique ;
- lorsque l'urgence l'exige, le responsable des fonctions clés peut également envoyer une communication directement aux administrateurs, en copiant le Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

B.1.3. ARTICULATION ENTRE FONCTIONS CENTRALES ET LOCALES

Europ Assistance SA a mis en œuvre un système de gouvernance permettant à la fois de garantir :

- la gestion de chaque périmètre opérationnel local (chaque succursale ainsi que le périmètre opérationnel français) par une équipe dédiée suffisamment autonome pour répondre aux besoins clients et réglementaires locaux ;
- une uniformité de gestion d'Europ Assistance SA sur l'ensemble de ses périmètres opérationnels (souscription de produits, gestion des risques, suivi des réclamations, etc.) à travers des systèmes de relais tant de la Direction Effective, des fonctions de contrôles que des fonctions opérationnelles.

RELAIS DE LA DIRECTION EFFECTIVE

Directeurs généraux adjoints

Depuis novembre 2019, Europ Assistance SA dispose de deux directeurs généraux adjoints régionaux :

- un pour la région Ibérie regroupant l'Espagne et le Portugal ;
- un pour la région Europe du Nord de l'Est regroupant la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Grèce.
- .

Les principaux rôles et responsabilités des **directeurs généraux adjoints régionaux** pour leur région sont les suivants :

- pré-valider la stratégie, le budget, les prévisions, les plans et la clôture des comptes ;
- discuter et guider la gestion des pays dans leurs activités quotidiennes ;
- assurer la diffusion de l'information localement ;
- transférer les informations pertinentes aux fonctions responsables des succursales ;
- pré-valider l'embauche, le licenciement, la mobilité, la rémunération ou d'autres changements aux conditions d'emploi de tout membre du comité exécutif local.

Depuis novembre 2019, Europ Assistance SA dispose en outre d'un **directeur général adjoint en charge des finances** dont les principaux rôles et responsabilités sont :

- garantir l'exactitude, l'exhaustivité et la ponctualité de la publication des états financiers d'Europ Assistance SA et de toutes les informations réglementaires connexes ;
- être responsable de la fiscalité et de la comptabilité dans tous les pays concernés ;
- assurer le respect de l'ensemble des politiques et procédures du groupe relatives à la fonction Finance ;
- veiller au respect des prévisions budgétaires et des processus de clôture des comptes ;
- optimiser les processus financiers pour s'assurer que les outils financiers appropriés sont en place pour optimiser la qualité des données ;
- animer et développer la communauté financière d'Europ Assistance SA.

Mandataires généraux de succursales et Directeur Général Adjoint France

Chaque **mandataire général de succursale** a reçu une délégation de pouvoirs d'un membre de la Direction Effective afin d'être habilité, pour sa succursale, à :

- représenter sa succursale vis-à-vis des tiers, y compris les autorités et les tribunaux ;
- gérer sa succursale, y compris en matières financière, bancaire et de ressources humaines.

Le Directeur Général Adjoint France, responsable du périmètre opérationnel français, a reçu une délégation de pouvoirs similaire.

Les principaux rôles et responsabilités des mandataires généraux de succursales et du Directeur Général Adjoint France sont :

- identifier et proposer une stratégie locale en ligne avec la stratégie d'Europ Assistance SA ;
- diriger les équipes dirigeantes locales dans la gestion des activités journalières ;
- assurer une transmission d'informations adéquate entre les niveaux centraux d'Europ Assistance SA et le périmètre local ;
- assurer la constitution et le maintien d'une équipe locale adaptée, en lien avec les fonctions centrales d'Europ Assistance SA ;
- assurer la conformité des activités locales avec les lois et règlements applicables, les procédures internes ainsi que les bonnes pratiques du secteur.

RELAIS DES FONCTIONS DE CONTROLE

Au sein des succursales allemande, belge, espagnole et portugaise ainsi qu'au sein du périmètre opérationnel français, les fonctions clés sont organisées comme suit :

- pour la Gestion des Risques et le vérification de la Conformité : des responsables locaux effectuent les missions en lien avec leur fonction clé au sein de leur périmètre opérationnel, de façon continue ;
- pour l'Audit Interne et l'Actuariat : des contacts clés sont en charge de la coordination de la fonction clé entre le périmètre opérationnel et les fonctions centrales.

Eu égard à la taille relativement limitée des opérations de la succursale grecque, ses fonctions clés sont totalement centralisées et sont assurées par les responsables de fonctions clés d'Europ Assistance SA et leurs équipes. S'agissant de la succursale luxembourgeoise, ses équipes sont intégralement mutualisées avec la succursale belge.

RELAIS OPERATIONNELS

Afin de permettre une séparation claire des tâches entre les différentes fonctions et équipes d'Europ Assistance SA, une transmission efficace des informations et une bonne cohérence d'approche entre Europ Assistance SA et chacun des pays dans lesquels elle dispose d'une succursale, Europ Assistance SA a défini et mis en œuvre :

- des procédures concernant l'embauche, le licenciement, les évaluations annuelles, etc. des responsables de fonction locaux ;
- des procédures d'escalade pour assurer l'implication des fonctions responsables et du Directeur Général et du Directeur Général Délégué d'Europ Assistance SA dans les décisions clés à prendre par les pays dans lesquels elle dispose d'une succursale;
- des comités spécifiques centraux, avec le cas échéant un relais local, sous la responsabilité d'une fonction responsable d'Europ Assistance SA pour assurer un bon échange d'informations, la coordination et le contrôle des domaines stratégiques d'Europ Assistance SA.

Avant novembre 2019 et la fusion-absorption par Europ Assistance SA de 4 sociétés d'assurances européennes, Europ Assistance SA participait, pour l'ensemble de son périmètre, à certains comités spécialisés mutualisés avec d'autres sociétés d'assurances européennes du groupe Europ Assistance, tels que le Comité de souscription, le Comité des risques, le Comité investissement et lutte anti-blanchiment et le Comité investissement projet. Chaque périmètre opérationnel disposait par ailleurs de comités spécialisés locaux : comité de souscription, comité des risques, etc.

En novembre 2019, Europ Assistance SA a adapté sa comitologie pour harmoniser la gouvernance au sein de l'ensemble de ses périmètres :

Comités	Comité au niveau local?	Description synthétique
Comité de souscription	Oui	Le Comité de souscription a pour objet, par ligne d'activité (P&C et Voyage), d'assurer la mise en œuvre de la stratégie et l'atteinte des objectifs financiers en examinant les opportunités et en résolvant les problèmes le cas échéant, en veillant à ce que les règles d'autorisation du Groupe et d'Europ Assistance SA soient strictement suivies. Pour cela, il va examiner, discuter, autoriser et suivre le plan d'action de toutes les nouvelles activités et les renouvellements, les contrats locaux et internationaux, et les régimes d'assurance et de services.
Comité des risques	Oui	Le Comité des risques a pour objet d'assurer la bonne conduite des affaires et des opérations en garantissant que les risques sont identifiés, documentés et pris en compte, et que des actions correctives sont développées et mises en œuvre.
Comité qualité des données	Oui	Le Comité qualité des données a pour objet d'examiner et de valider les méthodologies et d'évaluer et garantir le niveau de la qualité des données.
Comité investissement et lutte anti-blanchiment	Non	Le Comité investissement et lutte anti-blanchiment a pour objet de garantir les objectifs de revenus d'investissement, de suivre la performance des investissements, de prendre des mesures correctives en cas de besoin et de définir et de mettre en œuvre la stratégie d'investissement d'Europ Assistance SA.
Comité investissement projet	Non	Le Comité investissement projet a pour objet de valider les grands investissements (IT) et assurer une supervision de second niveau des projets correspondants.

B.1.4. SUIVI DES CHANGEMENTS SURVENUS

Date	Fait marquant
27 mars 2019	Nomination d'un Directeur Général Délégué unique en remplacement de deux Directeurs Généraux Délégués
27 mars 2019	Nomination d'un nouveau Directeur Général Adjoint France
27 mars 2019	Réduction du nombre d'administrateurs à cinq et nomination de deux nouveaux membres
5 novembre 2019	Nomination de deux Directeurs Généraux Adjoints régionaux et d'un Directeur Général Adjoint en charge des finances
5 novembre 2019	Nomination des mandataires généraux des nouvelles succursales
5 novembre 2019	Adoption d'un nouveau système de gouvernance, incluant une nouvelle comitologie

B.1.5. POLITIQUE DE REMUNERATION

A travers sa politique de rémunération, Europ Assistance SA cherche à motiver et conserver les personnes qui, par leurs compétences techniques et managériales et la diversité de leurs profils en termes d'origine et d'expérience, constituent un facteur essentiel de la réussite de l'entreprise.

Cette politique de rémunération reflète et soutient la stratégie et les valeurs de l'entreprise : être une société d'assistance qui crée de la valeur, garantit la durabilité de ses résultats, accorde de l'importance à ses collaborateurs et maintient ses engagements vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes.

Elle repose sur les principes suivants :

1. **Équité et cohérence** de la rémunération par rapport aux responsabilités confiées et aux capacités démontrées ;
2. **Alignement** avec la stratégie de l'entreprise et les objectifs définis ;
3. **Compétitivité** vis-à-vis des tendances et des pratiques du marché ;
4. **Valorisation du mérite et de la performance**, en termes de résultats, de comportements et de valeurs ;
5. **Transparence et respect** des exigences réglementaires.

Au sein du groupe, le système de rémunération consiste en une composante fixe, une composante variable et divers avantages, structurés de manière équilibrée.

Une analyse du système de rémunération est effectuée régulièrement afin de garantir l'équilibre des composantes et d'inciter les cadres dirigeants de l'entreprise à obtenir des résultats durables.

Le salaire fixe rémunère le poste occupé et les responsabilités attribuées, en prenant en compte l'expérience du titulaire et les compétences requises, mais aussi la qualité de la contribution à l'obtention des résultats.

Les avantages pour les salariés comprennent une assurance complémentaire santé, un régime de prévoyance professionnel et, pour les cadres dirigeants, la possibilité de bénéficier d'un véhicule de fonction.

En termes de rémunération cible totale, l'entreprise propose une rémunération en phase avec la concurrence, comprise entre le quartile médian et le quartile supérieur du marché de référence.

COMPOSITION DE LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération variable est définie afin d'encourager les dirigeants à atteindre les objectifs définis en créant un lien direct entre l'incitation financière et les objectifs quantitatifs et qualitatifs déterminés au niveau de l'entreprise, d'une activité/ fonction, et au niveau individuel.

Elle est notamment composée d'un plan pluriannuel d'actions gratuites du Groupe Generali (soumis à l'approbation des actionnaires du Groupe), avec les caractéristiques suivantes :

- le plan est versé au terme d'une période totale de six ans, il est conditionné à des critères de performance définis par le conseil d'administration d'Assicurazioni Generali et sous réserve qu'un niveau minimum de ratio de solvabilité économique ait été atteint ;
- le plan est basé sur un cycle de performance de trois ans auquel s'ajoute une période de conservation obligatoire des actions attribuées.

REMUNERATION VARIABLE DES COLLABORATEURS

La rémunération variable est liée à la réalisation d'objectifs collectifs et individuels qui sont formalisés, mesurables, et dépendent des résultats économiques, financiers, opérationnels et de la gestion des risques. Ces objectifs sont évalués non seulement par rapport à la réalisation des objectifs quantitatifs, mais également par rapport aux pratiques et comportements mis en œuvre pour atteindre ces objectifs, et au fait qu'ils soient cohérents ou non avec les valeurs d'Europ Assistance SA.

INTERESSEMENT ET PARTICIPATION

L'intéressement et la participation correspondent au système de prime annuelle obtenu en fonction :

- des résultats financiers de la société ;
- d'indicateurs économiques spécifiques pour une, deux ou trois années considérées (intéressement).

POLITIQUE DE REMUNERATION APPLICABLE AUX RESPONSABLES DES FONCTIONS CLES

Le système de rémunération applicable aux responsables des fonctions clés consiste en une composante fixe et une composante variable ainsi que des avantages sociaux décrits précédemment.

La composante fixe est établie en fonction du niveau de responsabilité attribué, et est adaptée de façon à garantir l'indépendance et l'autonomie exigées pour ces postes.

Afin de respecter les exigences réglementaires et d'encourager les responsables des fonctions clés (audit interne, gestion des risques, conformité et actuariat) à mieux exercer leurs obligations, un système de rémunération variable spécifique a été mis en place avec Europ Assistance Holding. La composante variable est exclusivement liée à l'efficacité et à la qualité des contrôles.

B.1.6. TRANSACTIONS

Comme indiqué plus haut, Europ Assistance SA a procédé aux fusions simplifiées de deux de ses sociétés filles (Europ Assistance Belgium SA et Europ Assistance Versicherungs-AG le 31 décembre 2019) ainsi qu'aux fusions-absorptions de deux sociétés sœurs (Europ Assistance España SA de Seguros y Reaseguros le 5 décembre 2019 et Europ Assistance - Companhia Portuguesa de Seguros, S.A le 31 décembre 2019).

Hormis les transactions précitées, aucune transaction importante à des conditions hors-marché n'a été conclue au cours de l'exercice 2019 avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

B.2. EXIGENCES DE COMPETENCES ET D'HONORABILITE

La politique de compétence et d'honorabilité, adoptée en Conseil d'Administration le 5 novembre 2019 (nouvelle version), définit les normes minimums en termes d'aptitude et de bienséance pour l'ensemble du personnel concerné.

Elle précise également le contenu minimum de la procédure d'évaluation de l'aptitude et de l'intégrité du personnel concerné, et contient une description des situations qui entraînent une réévaluation des exigences susmentionnées.

La politique de compétence et d'honorabilité est révisée régulièrement, afin de garantir qu'elle reflète les futures modifications et évolutions pouvant intervenir dans la législation applicable, sur le marché et dans les meilleures pratiques, et qu'elle prenne en compte les évolutions de l'environnement de la société.

EXIGENCES ET EVALUATION DE LA COMPETENCE

S'agissant des membres des organes d'administration, le Conseil d'Administration dispose collectivement d'une expérience et de connaissances appropriées, au moins à propos du marché, de la stratégie et du modèle commercial, du système de gestion, de l'analyse financière et actuarielle, du cadre législatif et des exigences réglementaires.

L'organe d'administration et les titulaires des fonctions clés doivent prendre des décisions collectives sur la base de la contribution de chaque membre. Les membres (pris individuellement) n'ont pas besoin de disposer de connaissances et de compétences approfondies, ou d'une solide expérience dans tous les domaines d'activité de l'entreprise. Cependant, les connaissances, les compétences et l'expérience collectives doivent garantir une gestion saine et prudente de l'entreprise.

L'aptitude des titulaires des personnels clés est évaluée tant d'un point de vue individuel (en tenant compte de la contribution de chaque membre à la décision collective) que collectif.

L'évaluation doit démontrer que les connaissances individuelles et collectives sont maintenues à un niveau adéquat en permanence.

L'évaluation du respect des exigences en matière de compétences est effectuée par l'organe d'administration lui-même :

- lors de l'une des premières réunions qui suivent sa nomination ;
- au moins une fois par an ;
- dès qu'un changement de composition de l'organe d'administration et de supervision a lieu pour quelque raison que ce soit (y compris, sans s'y limiter, en cas de remplacement de l'un des membres).

Lors de l'évaluation des connaissances, des compétences et de l'expérience requises pour pouvoir occuper un poste particulier au sein de l'entreprise, les qualifications et l'expérience des titulaires sont prises en compte comme un facteur pertinent.

Lorsque les candidats sont proposés, conformément au processus défini dans la politique de nomination, de délégation des pouvoirs et de rémunération, l'évaluation est effectuée par la personne qui a le pouvoir de le nommer, par la Direction des Ressources Humaines de l'Entreprise et celle du Groupe mais également par le responsable de la fonction au niveau du Groupe (responsable fonctionnel).

S'agissant des responsables des fonctions-clés de contrôle, elles doivent disposer des qualifications, des connaissances et de l'expérience professionnelle appropriées et adéquates rappelées dans les politiques correspondantes (gestion des risques, conformité, actuariat, audit interne).

L'évaluation du respect de ces exigences par les responsables des fonctions clés est effectuée par l'organe d'administration et de supervision de l'entreprise et par les dirigeants chargés de la nomination du responsable.

En outre, la notification à l'ACPR des personnes en charge des fonctions-clés de contrôle au niveau d'EA Holding a donné lieu à la production d'un dossier individuel comprenant notamment :

- CV ;
- extrait de casier judiciaire ;
- déclaration de non-condamnation strictement conforme aux exigences de l'ACPR.

DECLARATION DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE

La Direction des Ressources Humaines exige une déclaration écrite, au moins une fois par an, des titulaires confirmant qu'ils s'engagent à respecter les normes actuelles de compétence et d'honorabilité, et à signaler immédiatement aux Ressources Humaines tout évènement significatif et pertinent à cet égard.

Ainsi, chaque personne en charge d'une fonction clé a procédé à une auto-évaluation de ses compétences et de son honorabilité, par la fourniture de son CV et la production d'un extrait de casier judiciaire.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA dispose collectivement d'une expérience et de connaissances appropriées, en fonction du secteur spécifique dans lequel il intervient, au moins à propos :

- du marché sur lequel est présente l'entreprise ;
- de la stratégie et du modèle commercial ;
- du système de gestion (management, gestion des risques et gouvernance) ;
- de l'analyse actuarielle et financière ;
- du cadre législatif et des exigences réglementaires.

La connaissance du marché suppose de connaître et comprendre le contexte commercial et économique dans lequel évolue l'entreprise et avoir conscience des besoins des clients.

La connaissance de la stratégie et du modèle commercial suppose une compréhension détaillée de cette même stratégie et de ce même modèle.

La connaissance du management et de la gouvernance d'une entreprise suppose la compréhension des risques auxquels cette dernière s'expose et sa capacité à y faire face. Il s'agit également d'être en mesure d'évaluer la capacité de l'entreprise à assurer une bonne gestion, des contrôles efficaces et être en mesure de mettre en œuvre les changements, si nécessaire.

L'analyse actuarielle et financière repose sur la capacité à interpréter les informations actuarielles et financières de l'entreprise, identifier et évaluer les principaux problèmes, et prendre les mesures qui s'imposent (y compris mettre en place les contrôles appropriés) sur la base de ces informations.

La connaissance du cadre législatif et des exigences réglementaires suppose de connaître et comprendre le cadre normatif dans lequel s'inscrit l'entreprise et être en mesure de s'adapter aux évolutions de la réglementation.

Le Conseil d'Administration prend ses décisions sur la base de la contribution de chaque administrateur. Ces administrateurs, pris individuellement, n'ont pas besoin de disposer de connaissances et de compétences approfondies ou d'une solide expérience dans tous les domaines d'activité de l'entreprise. Cependant, les connaissances, les compétences et l'expérience collectives doivent garantir une gestion saine et prudente de l'entreprise.

RESPONSABLES DES FONCTIONS CLES

Les exigences propres aux fonctions clés sont rappelées dans les politiques Groupe suivantes :

- Politique Groupe d'Audit Interne ;
- Politique Groupe de Gestion des Risques ;
- Politique Groupe sur le Système de Gestion de la Vérification de la Conformité ;
- Politique Groupe de la Fonction Actuarielle.

Le respect de ces exigences ainsi que les qualifications, les connaissances et l'expérience des responsables des fonctions clés sont vérifiés avant à la nomination des titulaires et examinés annuellement par le Conseil d'Administration.

Les responsables des fonctions clés telles que notifiées à l'ACPR pour Europ Assistance SA sont les personnes suivantes :

- Monsieur Matthieu Miot, Responsable de la fonction Gestion des Risques ;
- Monsieur Xavier Bégué, Responsable de la fonction Conformité ;
- Monsieur Sébastien Delucinge, Responsable de la fonction Actuariat ;
- Monsieur Philippe Bertomeu, Responsable de la fonction Audit Interne.

REEVALUATION

Le respect des exigences de compétence et d'honorabilité doit être évalué périodiquement, au moins une fois par an.

Le respect des exigences de compétence tient compte des obligations et des responsabilités respectivement attribuées au personnel concerné. L'évaluation des exigences de compétence est répétée à chaque fois qu'une personne est nommée à un autre poste, avec des responsabilités différentes.

Le respect des exigences d'honorabilité est réévalué à chaque fois qu'il y a raison de penser qu'un fait et/ou une circonstance qui entraîne un non-respect desdites exigences s'est produit(e), même si cela n'a pas été communiqué par le personnel concerné.

Ainsi, chaque personne en charge d'une fonction clé fait l'objet d'une revue de ses compétences et de son honorabilité (CV, extrait casier judiciaire, évaluation RH) lors de son recrutement puis de ses évaluations annuelles.

B.3. SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE

B.3.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences du régime Solvabilité 2 et de la réglementation en vigueur, Europ Assistance SA a mis en place un système de gestion des risques et de contrôle interne. Les principes fondamentaux de ce système sont décrits dans la politique *System of Governance* du Groupe Generali dont la dernière version a été approuvée le 5 novembre 2019 par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA et constitue le socle de toutes les politiques et procédures relatives à la gestion des risques.

En application de ces principes, le système de gestion des risques et de contrôle interne d'Europ Assistance SA s'appuie sur :

- la définition des rôles et responsabilités dans le système de contrôle interne et de gestion des Risques ;

- l'intégration des quatre fonctions-clés de contrôle (Gestion des Risques, Actuariat, Audit Interne et Conformité) dans la gouvernance de la société ;
- l'existence de politiques, processus et procédures formalisées, visant à identifier, mesurer, et piloter de manière continue les principaux risques auxquels la société est exposée.

GOUVERNANCE

Tel qu'indiqué dans la politique *System of Governance*, la gouvernance s'articule autour des éléments suivants :

- la définition claire du rôle et des responsabilités des différentes parties prenantes au Système de Gouvernance, et notamment du Conseil d'Administration et de ses comités, de la Direction Effective et des fonctions de contrôle clés ;
- une politique de gestion des risques, incluant la définition des activités de contrôle ;
- la définition des modalités de pilotage des risques et du reporting associé.

Les rôles et responsabilités du Conseil d'Administration, de la Direction Effective, des Responsables opérationnels (Risk Owners) et des fonctions clés de contrôle sont décrits ci-dessous :

- le Conseil d'Administration définit les principes du système de contrôle et de gestion des risques et évalue leur adéquation, leur efficacité et leur fonctionnement au moins une fois par an. Il définit également l'organisation de la société, nomme les responsables des fonctions clés de contrôle, et adopte les politiques de gestion des risques. Il approuve également les résultats de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment - ORSA*) et sur cette base, définit et met à jour l'appétence au risque de la société et les limites de tolérance correspondantes ;
- la Direction Effective, avec le soutien du Comité des Risques, est ainsi responsable de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques, déploie le système de contrôle interne et s'assure qu'il est adapté et effectif ;
- les Responsables opérationnels (*Risk Owners*) sont directement responsables de la gestion des risques associés à leurs activités propres. Ces responsables fournissent aux dirigeants, par l'intermédiaire de comités opérationnels, toutes les informations nécessaires au bon suivi des risques et à la prise de décision.

Les fonctions clés de contrôle exercent les responsabilités suivantes :

- la fonction Gestion des Risques assiste le Conseil d'Administration et les dirigeants dans l'évaluation de l'efficacité du système de gestion des risques ;
- la fonction Conformité applique la politique de Conformité du Groupe Generali telle qu'approuvée par Europ Assistance SA (mise en œuvre des procédures, veille juridique et réglementaire, évaluation des risques de conformité, proposition de solutions et de programmes de formation) ;
- la fonction Actuarielle coordonne le calcul des provisions techniques et valide leur adaptation aux méthodologies, modèles et hypothèses sous-jacents, vérifie la qualité des données concernées et exprime un avis sur la politique générale de souscription et de réassurance ;
- la fonction Audit Interne s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Chaque fonction de contrôle clé doit tenir informés les Responsables opérationnels, la Direction Effective et le Conseil d'Administration de l'évolution du profil de risque de la société, de l'apparition de risques significatifs et leur évaluation, ainsi que des éventuels dépassements des limites de risque.

Conformément à la Directive Solvabilité 2, Europ Assistance SA réalise son évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) au moins une fois par an, et qui représente le principal processus de reporting des risques, coordonné par la fonction Gestion des Risques.

Description de la fonction Gestion des Risques

La fonction Gestion des Risques est une fonction de contrôle dont le contenu des missions est réglementé. Le Groupe Generali décrit les obligations, le périmètre d'action et les méthodologies de la fonction Gestion des Risques dans la politique *Risk Management* dont la dernière version a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA le 5 novembre 2019.

La fonction Gestion des Risques, élément essentiel du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, joue le rôle de seconde ligne de défense, conformément aux préconisations de la politique *System of Governance*.

La fonction Gestion des Risques garantit le correct déploiement du système de gestion des risques conformément :

- à la Directive Solvabilité 2 ;
- aux autres stipulations légales et réglementaires ;
- aux orientations prises par le Conseil d'administration et les préconisations de la politique de Gestion des Risques.

La fonction Gestion des Risques apporte son concours au Conseil d'Administration et aux dirigeants dans la définition des stratégies et des outils de gestion des risques pour identifier, piloter, gérer et mesurer les risques. Elle fournit également les informations nécessaires à l'évaluation de la pertinence générale du système de gestion des risques, par un système de reporting adapté.

La fonction Gestion des Risques est responsable de la remontée auprès du Conseil d'Administration des risques identifiés comme potentiellement significatifs. La fonction Gestion des Risques doit également remonter, de sa propre initiative ou en réponse aux demandes du Conseil d'Administration, les autres zones de risque.

La fonction Gestion des Risques a la responsabilité :

- d'assister le Conseil d'Administration et les autres fonctions dans la mise en œuvre du système de gestion des risques ;
- de piloter le système de gestion des risques et le déploiement de la Politique de Gestion des Risques ;
- de piloter le profil général de risque de l'entité légale et fournir le reporting défini dans le cadre de l'appétence aux risques d'Europ Assistance SA, comprenant les cas de dépassement de limites de tolérance ;
- de coordonner les reportings détaillés sur l'exposition au risque, notamment, coordonner la préparation du rapport ORSA, suivant le processus défini dans la Politique de Gestion des Risques ;
- de conseiller le Conseil d'Administration en matière de gestion des risques, de questions stratégiques, de fusions / acquisitions et de projets d'investissement majeurs ainsi que, de manière plus générale, de promouvoir la gestion des risques pour qu'elle soit étroitement liée au processus de décision ;
- d'identifier et évaluer les risques émergents, en tant que partie prenante au processus d'identification des risques.

Indépendance de la fonction Gestion des Risques

Le responsable de la fonction clé Gestion des Risques (*Chief Risk Officer - CRO*) possède un accès direct au Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA lui permettant d'informer de sa propre initiative les membres en cas de besoin.

CLASSIFICATION DES RISQUES

Europ Assistance SA est exposé à plusieurs catégories de risques qui sont liées à son activité : risque de souscription, risque de marché, risque de crédit, risques opérationnels, risque de liquidité, risque stratégique, risque de réputation et risques émergents.

Ces risques sont catégorisés selon le référentiel du Groupe Generali, lui-même basé sur celui de la Directive Solvabilité 2 qui guide les exigences réglementaires en matière de solvabilité (*Solvency Capital Requirement – SCR*).

La cartographie de ces risques se présente comme ci-dessous :

Risques couverts par la Formule Standard				
Risques Financiers	Risques de Crédit	Risques Assurance Non-Vie	Risques Opérationnels	Risques hors Pilier I
Taux d'intérêt	Risque de contrepartie	Tarification	Conformité	Liquidité
Actions		Provisionnement	Fraude interne	Stratégie
Immobilier		Catastrophe	Fraude externe	Réputation
Change			Pratiques RH	Contagion
Spread			Clients & produits	Emergents
Concentration			Dommmage aux biens	
			Dysfonctionnement de l'activité et des systèmes	
			Gestion et exécution des processus	

Cette classification comprend des risques quantifiés (risque de souscription, risque de marché, risque de crédit, risque opérationnel) et des risques non quantifiés (risque de liquidité, risque stratégique, risque de réputation, risque de contagion, risques émergents). Europ Assistance SA a développé des procédures d'identification et de suivi des risques non compris dans le calcul de la formule standard.

Toutes les politiques, procédures et méthodologies d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques sont structurées suivant cette classification.

POLITIQUES ET PROCEDURES DE GESTION DES RISQUES

Le tableau ci-dessous présente une vue synthétique des principales politiques et procédures utilisées par Europ Assistance SA pour gérer ses principales catégories de risques, ainsi que les principaux outils d'atténuation des risques correspondants :

Gestion des risques	Identification, évaluation et contrôle des risques				
Principales catégories de risques	Risques financiers	Risque de crédit	Risque de souscription	Risques opérationnels	Autres risques
	<ul style="list-style-type: none"> Actions Taux Immobilier Change Spread 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de contrepartie 	<ul style="list-style-type: none"> Tarifcation Provisionnement Catastrophe 	<ul style="list-style-type: none"> Conformité Fraude Interne/Externe Pratiques RH Clients et produits Dommages aux biens Dysfonctionnement de l'activité et des systèmes Gestion et exécution des processus 	<ul style="list-style-type: none"> Liquidité Stratégie Réputation Contagion Risques émergents
Comités	Group Management Committee (ou GMC)				
	Comité qualité des données		Comité des risques		
	Comité d'investissement et de gestion d'actifs	Comité de souscription	Comité investissement des projets IT		
Politiques de gestion des risques	Group Directive on System of Governance				
	Group Risk Management Policy				
	Risk Appetite Framework				
	Group Risk Concentrations Management Policy	Group P&C Underwriting and Reserving Policy		<ul style="list-style-type: none"> - Group Operational Risk Management Policy - Group Compliance Policy - Group Fit&Proper Policy - Group Continuity Management Policy - Group Outsourcing Policy 	<ul style="list-style-type: none"> - Group Liquidity Risk Management Policy - Group Treasury Policy
Principaux contrôles	<ul style="list-style-type: none"> - Limites Opérationnelles relatives à la concentration, aux ratings, aux contreparties autorisées et aux classes d'actifs - Sélection de contrepartie de réassurance par Generali - Suivi du portefeuilles d'actifs (control reports) et gestion effectuée par Generali Investment Europe - Suivi de balance agées créances clients 	<ul style="list-style-type: none"> - Limites opérationnelles de souscription non-vie - Traités de réassurance - Revue de l'adéquation des provisions techniques par la fonction actuarielle 	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des incidents opérationnels (Loss Data collection) - Cartographie des risques opérationnels et de conformité (Overall Risk Assesment) - Dispositif de gestion de la continuité d'activité - Dispositif de gestion des externalisations critiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Auto-évaluation des risques majeures (MRSA) - Suivi des ratio de liquidité 	

CADRE D'APPETENCE AU RISQUE

Limites de risques

Europ Assistance SA intègre son appétence au risque dans son processus de décision via la définition d'un ratio de solvabilité cible minimum, et ce afin de :

- détenir des fonds propres suffisants pour compenser des pertes inattendues ;
- définir des limites quantitatives pouvant être suivies et pilotées et correspondant à l'appétence au risque global de la société ;
- servir de cadre de référence pour évaluer l'impact en capital des décisions stratégiques significatives.

L'appétence au risque est donc définie par la mise en place de limites de tolérance quant à l'évolution du ratio de solvabilité. Ces limites sont revues et mises à jour au moins une fois par an, et déclinées en « soft limit » (130%) ou « hard limit » (110%). Le Conseil d'Administration a la responsabilité de les valider ce qui a été fait le 10 décembre 2019.

Pilotage et processus d'escalade

Le respect de ces limites est assuré par l'existence de mécanismes de pilotage et de reporting. Selon la gravité du dépassement des seuils autorisés, plusieurs processus d'escalade sont prévus afin d'informer le Conseil d'Administration dans un délai raisonnable mais aussi pour l'impliquer dans la définition d'un plan de remédiation le cas échéant.

B.3.2. IDENTIFICATION DES RISQUES (RSR)

Dans le cadre de son activité, la fonction Gestion des Risques réalise annuellement un exercice permettant à Europ Assistance SA de réaliser une cartographie des principaux risques pouvant l'empêcher d'atteindre ses objectifs conformément à son plan stratégique. Cet exercice est effectué par l'ensemble des succursales d'Europ Assistance SA puis une version consolidée est préparée en central puis partagée et validée en Comité des Risques.

Ces risques sont identifiés et évalués avec l'aide du Top Management (*vision Top Down*) suivant leur probabilité d'occurrence et leurs potentiels impacts financiers ou réputationnels. A chaque risque est attribué un plan d'action et un propriétaire qui effectue le suivi de sa mise sous contrôle. La fonction Gestion des Risques coordonne le suivi dans le temps des risques.

S'agissant du périmètre, la cartographie comprend :

- tous les risques significatifs auxquels l'entité est exposée (qu'ils soient quantifiés ou non par la formule standard) ;
- les risques susceptibles de survenir à horizon du plan stratégique et pouvant menacer l'atteinte des objectifs (horizon à 3 ans) ;
- les risques émergents ;
- les risques liés aux nouveaux produits et marchés.

Les résultats de la campagne 2019 ont été partagés et validés par les différents Comités Risques locaux des succursales d'Europ Assistance SA, dont voici la synthèse :

- En tant que société innovante et dont la stratégie est de proposer une offre de plus en plus digitale à ses clients, Europ Assistance SA s'expose davantage à des risques informatiques et de sécurité qu'une entreprise traditionnelle. A cela s'ajoute la possible convoitise des données qu'Europ Assistance SA est amenée à posséder en tant qu'assureur, ce qui la désigne comme une cible privilégiée par des pirates informatiques au travers de logiciels malveillants par exemple.
- En raison de son modèle économique (B2B et B2B2C), il est fréquent que les succursales d'Europ Assistance SA se retrouvent en situation de dépendance en termes de chiffre d'affaires mais aussi de marge vis-à-vis d'un petit nombre de partenaires commerciaux. La perte de contrats ou la réduction des marges avec ces mêmes partenaires peut avoir un impact significatif sur le chiffre d'affaires de ses succursales et donc sur Europ Assistance SA.
- Une partie du résultat d'Europ Assistance SA provient des revenus générés par ses investissements. L'environnement actuel en taux bas, combiné à l'arrivée à échéance prochaine d'une partie importante de son portefeuille d'obligations, oblige Europ Assistance SA à revoir sa stratégie d'investissement afin de minimiser l'impact sur son résultat financier.
- Le secteur de l'assurance évolue dans un environnement réglementaire sous tension, d'autant plus qu'Europ Assistance SA possède des filiales dans plusieurs pays européens. Le coût de déploiement associé aux réglementations actuelles (DDA, RGPD, etc.), à venir (*NIS Directive*) mais également aux exigences des partenaires commerciaux et des clients finaux, ont une forte incidence sur l'organisation interne des assureurs, qui doivent dès lors se mettre en conformité.

- Le Groupe Europ Assistance et Europ Assistance SA par extension, s'engage à fournir des services 24H/7J à ses assurés finaux. Ainsi, tout incident impactant de manière directe ou indirecte sa capacité à rendre un service sans discontinuité (e.g. gestion de sinistres en temps réel) a des conséquences sur la réputation mais aussi sur les résultats opérationnels d'Europ Assistance SA.
- Europ Assistance SA doit faire face à un environnement politico-économique mouvant et une compétition accrue sur le marché de l'assurance-assistance avec notamment l'entrée de nouveaux concurrents venant de secteurs jusque-là étrangers, tels que Amazon ou Google. En tant que pionnière dans son domaine, Europ Assistance SA doit non seulement maintenir son niveau de rentabilité mais également lancer de nouveaux produits pour lesquels la rentabilité n'est pas assurément immédiate.

B.3.3. EVALUATION DES RISQUES

OWN RISK AND SOLVENCY ASSESSMENT (ORSA)

L'objectif général de l'ORSA est de s'assurer que la société évalue correctement tous les risques liés à ses activités, et notamment sa capacité à couvrir ses exigences règlementaires en capital, y compris de manière prospective à l'horizon de son plan stratégique.

Plus spécifiquement, les objectifs recherchés à travers le processus ORSA sont :

- évaluer, au moins annuellement, le profil de risque de la société, et ce à la fois à un horizon d'un an et à celui de son plan stratégique. Cette évaluation doit couvrir l'ensemble des risques de la société, et pas uniquement ceux modélisés via la formule standard ;
- s'assurer que le niveau de capital global est conforme aux exigences de capital et au niveau de provisions techniques nécessaire ;
- permettre l'intégration de la vision risques dans les processus de gestion économique et financier de la société ;
- développer une compréhension commune des risques, intégrée au système de gouvernance et communiquée au Conseil d'Administration.

L'ORSA est un exercice mené suivant deux approches complémentaires :

- l'approche quantitative, basée sur le calcul du ratio de solvabilité ;
- l'approche qualitative, basée sur la méthodologie MRSA établie par le Groupe Generali et intégrée à l'ORSA.

L'ORSA est réalisé au moins une fois par an, sur la base des données financières de l'année n-1. Le processus implique la Direction Effective, les Responsables opérationnels et les Responsables des fonctions-clés de contrôle. Les conclusions servent de base aux décisions stratégiques et à la gestion des besoins en capital, et font l'objet d'un rapport ORSA destiné au Conseil d'Administration pour approbation avant communication au Régulateur.

Des exercices ORSA exceptionnels peuvent être réalisés si le profil de risque de la société change de manière significative en dehors du calendrier annuel de réalisation de l'ORSA. Ces changements significatifs peuvent résulter de :

- décisions internes telles acquisitions ou cessions majeures, changements du système de gouvernance, intervention sur une nouvelle branche d'assurance, changement de la structure de tarification, etc. ;
- facteurs externes, tels crise financière, crise systémique, catastrophe avec impact sur la sinistralité, changement significatif du cadre légal et réglementaire, etc.

GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital et la gestion des risques sont des processus fortement intégrés. Le processus ORSA expose comment la projection du niveau de capital et l'évaluation prospective du profil de risque contribuent au planning stratégique et à la gestion du capital.

Le rapport ORSA permet également de vérifier l'adéquation et la qualité des fonds propres éligibles pour couvrir les besoins globaux de capital, conformément aux hypothèses du plan de gestion du capital.

Afin de s'assurer que la vision risques soit intégrée au processus de planification budgétaire et économique, la fonction gestion des risques participe au processus de planification stratégique (budget, plan).

B.3.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT (RSR)

La stratégie d'investissement est fixée pour chacune des filiales du groupe Europ Assistance dans le cadre du Comité d'investissement et de gestion des actifs d'Europ Assistance. Cette stratégie d'investissement se traduit par une allocation stratégique des actifs en respectant des objectifs et des limites d'investissement. Cette stratégie d'investissement est communiquée à la société de gestion en charge de la gestion des actifs d'Europ Assistance SA, Generali Insurance Asset Management (GIAM) qui assure sa mise en œuvre dans le cadre de son mandat.

Elle est conforme aux principes de la « personne prudente ». A ce titre, les investissements sont réalisés sur des instruments dont les risques sont identifiés, mesurés, suivis, gérés, contrôlés et déclarés de manière adéquate.

La définition de la stratégie et la supervision de la mise en place sont suivies par une instance de gouvernance, le Comité d'investissement et de gestion des actifs d'Europ Assistance.

Des limites d'investissement plus strictes sont fixées par le Groupe Generali et font l'objet d'un reporting mensuel. Les dépassements font l'objet d'une demande d'addendum ou de dispense au niveau Groupe Generali.

Le processus de gestion actif passif et l'allocation stratégique des actifs sont les premiers éléments de la chaîne de valeur au sein des investissements. Le but de la procédure est de définir l'allocation d'actifs qui maximise la création de valeur en tenant compte des éléments tels que :

- le capital disponible et les fonds propres exigés mesurés avec les règles de solvabilité en vigueur qui se basent sur le bilan économique ;
- l'adéquation entre actifs et passifs concernant les cash-flows, la durée et l'exposition au risque de change.

Les allocations stratégiques d'actifs ont un horizon à un an et sont définies en se basant sur des métriques de risque et de rendement à l'horizon de la durée cible du portefeuille. Pour l'évaluation des risques de crédit et de spread, GIAM a recours à des notations externes et utilise la règle de la seconde meilleure note.

Les décisions d'allocation stratégique d'actifs sont formalisées par le mandat de gestion qui lie Europ Assistance SA à la société de gestion d'actifs.

Dans le cadre de ses mandats, la société de gestion choisit les valeurs et construit les portefeuilles. Ces mandats de gestion font l'objet d'un suivi régulier via un reporting partagé par cette même société de gestion, portant sur le respect des allocations stratégiques et s'assurant de ne pas dépasser les marges tactiques définies ci-dessus. En cas de dépassement des limites de risques définies, les actions à mener ainsi que les délais de mise en œuvre sont décidés en Comité d'investissement et de gestion des actifs ;

Les performances économiques et les cibles de rendements comptables annuels font l'objet d'un suivi régulier.

B.4. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

B.4.1. DESCRIPTION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le système de contrôle interne d'Europ Assistance SA est en ligne avec les principes décrits dans la politique *System of Governance*. Cette politique donne des principes à suivre en matière de documentation à adopter, d'organisation des processus comptables, et de structure organisationnelle à mettre en place dans le but d'identifier, mesurer, gérer et surveiller les principaux risques de la société.

Ainsi, le système de contrôle interne est fondé sur l'existence de trois lignes de défense présentées ci-dessous :

3^{ème} Ligne de défense – Contrôle périodique

La fonction d'Audit Interne est en charge d'évaluer l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne.

Audit Interne

2^{ème} Ligne de défense – Contrôle permanent

La fonction de Gestion des Risques, Actuarielle et de Conformité s'assurent de l'efficacité des activités de contrôle de la première ligne de défense.

Gestion des Risques

Actuariat

Conformité

1^{ère} Ligne de défense – Contrôle opérationnel

Les responsables opérationnels (Risk Owners) endossent la responsabilité des risques se trouvant dans leur périmètre et doivent les gérer en mettant en place des contrôles appropriés. Ces mêmes responsables doivent fournir aux Dirigeants les informations nécessaires à la définition de la documentation, des méthodes et des outils relatifs à la gestion et au contrôle de ces risques, tout en assurant le déploiement et la pertinence dans la durée. Ces activités de contrôle font partie de l'activité au quotidien.

Responsables processus et risques

En complément de la mise en œuvre des trois lignes de défense, le système de contrôle interne d'Europ Assistance SA est fondé sur quatre piliers :

- l'existence d'un environnement de contrôle interne ;
- des activités de contrôle interne ;
- une culture de contrôle interne ;
- des procédures de suivi et de reporting.

L'environnement de contrôle interne

L'environnement de contrôle interne constitue le socle de tous les autres éléments constitutifs du contrôle interne, par la discipline et la structure qu'il fournit. Il énonce notamment des principes à suivre en matière d'intégrité, de valeurs éthiques, de développement des compétences des collaborateurs, mais aussi la manière dont les rôles et les responsabilités sont confiés, ou encore, la mise en place de l'organisation et de la gouvernance.

Au sein d'Europ Assistance SA, ceci se traduit par le déploiement :

- d'un Code de Conduite couvrant l'intégrité, les valeurs éthiques, la philosophie du management, la mise en place de l'organisation et de la gouvernance, etc. ;
- d'un système formalisant les délégations de pouvoirs ;
- de politiques de Ressources Humaines & de Rémunération.

Les activités de contrôle interne

Europ Assistance SA s'assure que les directives managériales sont effectivement appliquées, notamment par la mise en place d'activités de contrôle appropriées avec une attention particulière portée aux activités d'investissement et les activités externalisées.

Les activités de contrôle existent dans toute l'organisation, à tous les niveaux et au sein de toutes les fonctions opérationnelles. Les activités de contrôle incluent les activités d'approbation, d'autorisation, de vérification, de réconciliation, de revue de performance opérationnelle, et de sécurisation des actifs. Le dispositif de contrôle doit être proportionnel aux risques découlant des activités et des processus sous contrôle.

Les obligations et responsabilités sont clairement attribuées, séparées, coordonnées et sont clairement retranscrites dans la mise en œuvre des rôles et des tâches de chacun. Cela permet de s'assurer que les principales obligations sont couvertes et que tout chevauchement de responsabilités soit évité. Par ailleurs, la coopération entre les collaborateurs est fortement encouragée. Enfin, des pouvoirs de délégations sont formalisés

pour toute décision importante requérant la validation par deux responsables a minima avant sa mise en œuvre effective.

Europ Assistance SA prend toutes les mesures raisonnables pour assurer la continuité et la performance constante de ses activités. Des modes dégradés ont été définis pour faire face aux risques matériels dans les zones où Europ Assistance SA se considère comme vulnérable. Le but d'un plan d'action en mode dégradé est de permettre à Europ Assistance SA de poursuivre son activité à un niveau minimum pour protéger les individus et les actifs significatifs. Les plans d'action en mode dégradé sont revus, mis à jour et testés régulièrement.

- Tous les processus clés d'Europ Assistance SA ont été documentés sous forme de diagrammes et de descriptifs. Les principaux risques opérationnels susceptibles d'impacter les processus clés ont été identifiés, de même que les contrôles correspondants et les autres facteurs d'atténuation des risques. Ceci permet de réaliser une évaluation des risques inhérents et résiduels pour chacun de ces risques, évaluation régulièrement mise à jour au travers du travail de la fonction Gestion des Risques. Les actions d'atténuation potentielles des risques identifiés à l'issue de l'évaluation sont régulièrement suivies par le Comité des Risques.

En 2019, Europ Assistance SA a lancé un chantier de mise à jour de la cartographie de ses risques opérationnels.

- Ce dispositif est complété par un exercice d'évaluation qualitatif permettant l'identification des principaux risques opérationnels qui pourraient affecter la stratégie et l'atteinte des objectifs, mais aussi par un processus de gestion des incidents opérationnels, selon lequel tous les incidents sont collectés et analysés trimestriellement par la fonction Gestion des Risques. Ces deux dispositifs ont pour finalité commune d'évaluer et d'identifier les actions d'atténuation de ces risques afin de les ramener au niveau de risque souhaité par Europ Assistance SA.

Culture de contrôle interne

La fiabilité du système de contrôle interne est conditionnée à la définition précise des rôles et responsabilités et à leur communication aux personnes concernées. Afin de s'assurer que tous les collaborateurs sont informés de leur rôle dans le système de contrôle interne, Europ Assistance SA s'appuie sur un ensemble de règles internes (Code de Conduite, etc.) et de processus opérationnels formalisés mentionnés ci-dessus.

Par ailleurs, ces règles et processus sont énoncés dans un cadre documentaire qui est structuré et validé de la manière suivante :

- les politiques Groupe sont approuvées par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA;
- les lignes directrices (*guidelines*) sont approuvées par le Directeur Général et/ou les Responsables opérationnels (*Risk Owners*) ;
- les règles et procédures opérationnelles sont validées par des instances ad hoc.

Procédures de suivi et de reporting

Les résultats des activités de contrôle interne, et de façon plus générale le suivi des principaux risques, sont centralisés par la fonction Gestion des Risques. Celle-ci partage l'information avec l'ensemble des interlocuteurs concernés, à la fois en interne via le Comité des Risques et le processus ORSA, et également vis-à-vis du Groupe Generali.

B.4.2. CONFORMITE

La dernière version de la politique relative au système de gestion de la Conformité a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA le 10 décembre 2019 et a été adaptée aux spécificités locales.

Europ Assistance SA revoit sa politique de Conformité, dès lors qu'il est nécessaire de l'adapter aux évolutions réglementaires, aux meilleures pratiques du Groupe et du marché.

En cas de divergence, il est possible de déroger à la politique de Conformité selon les principes suivants :

- si les exigences réglementaires concernent des questions similaires à celles abordées par la politique, ce sont les règles les plus strictes qui s'appliquent ;
- si les exigences locales diffèrent de la politique en raison d'exigences réglementaires spécifiques, l'entité locale doit le justifier ;

- si les exigences locales diffèrent de certaines exigences de la politique en raison de pratiques de marché, l'entité concernée doit obtenir une autorisation de la fonction Conformité du Groupe Generali pour y déroger.

La politique de Conformité définit les rôles du Conseil d'Administration, des dirigeants et des collaborateurs dans l'établissement, la maintenance et la progression du dispositif de gestion de la conformité.

La fonction Conformité, élément essentiel du dispositif de gestion de la Conformité, assume un rôle de deuxième ligne de défense, conformément aux préconisations réglementaires et aux directives relatives au système de gestion des risques et de contrôle interne.

La fonction Conformité contribue à protéger Europ Assistance SA de pertes et dommages, en améliorant la manière dont la pratique des affaires est menée.

Conformément à la politique de conformité, la fonction Conformité a pour mission de :

- conseiller le Conseil d'Administration quant à la conformité aux lois, réglementations et recommandations administratives ;
- documenter le cadre légal et réglementaire en vigueur dans les succursales et le périmètre français d'Europ Assistance SA (Code de conduite, recommandations des autorités de contrôle...);
- évaluer l'impact potentiel des évolutions réglementaires sur les activités des entités ;
- identifier et évaluer les risques de conformité ;
- contribuer à la préservation de l'intégrité et de la réputation d'Europ Assistance SA et de sa maison-mère, Generali ;
- renforcer la vigilance en matière de conformité, la transparence et la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de ses parties prenantes ;
- soutenir une activité stable et durable tout en constituant un avantage compétitif significatif par l'intégration de la gestion du risque de conformité dans les activités quotidiennes comme dans la planification stratégique ;
- s'assurer que le système de management est adapté à la taille, la complexité, la structure et les activités de chaque filiale d'Europ Assistance SA ;
- de vérifier la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel.

INDEPENDANCE DE LA FONCTION CONFORMITE

La fonction Conformité est une des parties prenantes du dispositif de Contrôle Interne. La fonction Conformité d'Europ Assistance SA est externalisée à la fonction Conformité d'EA Holding qui s'assure de la mise en place des activités prévues par la politique de conformité. La fonction de Conformité d'EA Holding est indépendante des responsabilités opérationnelles.

Le Responsable Conformité est directement rattaché au département Conformité du Groupe Generali ainsi qu'au Directeur Général d'Europ Assistance SA et dispose d'un accès direct au Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA.

La fonction Conformité est déployée suivant le principe de proportionnalité.

B.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE

B.5.1. DESCRIPTION DE L'AUDIT INTERNE

MISSIONS REALISEES EN 2019 (RSR)

Le plan d'audit interne 2019 d'Europ Assistance SA (périmètre français) a été approuvé par le Conseil d'Administration du 18 Décembre 2018 et révisé le 15 Avril 2019 puis le 10 Décembre 2019.

Le plan d'audit interne 2019 était composé de :

- 1 Audit concernant des processus locaux ;

- 1 Audit Thématique.

Titre de la mission d'audit	Notation du rapport d'Audit
Audit Thématique – Implémentation des guidelines Sécurité IT	Non Adéquate
Audit Local - Audit IDD	Partiellement Adéquate

Pour toutes les constatations identifiées au cours des activités d'audit, des plans spécifiques de remédiation du système de contrôle interne et de gestion des risques ont été définis. L'Audit Interne collabore de façon proactive avec les métiers pour s'assurer que ces plans de remédiation sont mis en œuvre comme prévu et planifié.

En fonction du niveau de risque résiduel, les constatations identifiées sont classées "Faible" (L), "Moyenne" (M) et "Elevée" (H). Si les résultats peuvent affecter l'ensemble du groupe, il y a deux niveaux supplémentaires : le niveau Groupe 1 (G1) et le niveau Groupe 2 (G2).

POLITIQUE D'AUDIT INTERNE ET FREQUENCE DE REVISION

La fonction Audit Interne est une fonction de contrôle dont le contenu des missions est réglementé. Le Groupe Generali décrit les obligations, le périmètre d'action et les méthodologies de la fonction Audit Interne dans la politique d'Audit Interne dont la dernière version a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA le 5 novembre 2019.

La politique est révisée au moins une fois par an pour prendre en compte les évolutions réglementaires, les meilleures pratiques de l'activité et les éventuels changements dans le système de gouvernance.

La politique établit les principes régissant la fonction d'Audit Interne et définit les responsabilités, les objectifs, les processus et les procédures de reporting à appliquer conformément au cadre imposé par le Groupe Generali.

Le rôle, l'autorité et le professionnalisme de la fonction Audit Interne

La fonction Audit Interne est une fonction indépendante et objective. Elle rapporte au Conseil d'Administration pour examiner et évaluer l'adéquation, le fonctionnement, l'efficacité et l'efficience du système de contrôle interne et de tout autre élément du système de gouvernance, grâce à des missions d'audit et de conseil au bénéfice du Conseil d'Administration, de la Direction Générale et autres parties prenantes.

La fonction Audit Interne aide le Conseil d'Administration à identifier les stratégies et les lignes directrices du contrôle interne et de la gestion des risques, en s'assurant qu'elles sont appropriées et valables dans le temps. Elle fournit au Conseil d'Administration ses analyses, appréciations, recommandations et informations sur les activités examinées.

La fonction Audit Interne doit avoir accès sans restriction et en temps opportun à l'ensemble des dossiers, des biens matériels et du personnel de l'organisation qui sont pertinents à l'exécution d'une mission, avec une garantie de confidentialité des enregistrements et des informations communiqués. Le Directeur de l'Audit Interne a un accès libre et sans restriction au Conseil d'Administration.

La Fonction Audit Interne adhère aux directives obligatoires de l'Institut des Auditeurs Internes, y compris les principes fondamentaux de la Pratique Professionnelle de l'Audit Interne, la définition de l'Audit Interne, le Code Ethique et les Normes Internationales pour la Pratique Professionnelle de l'Audit Interne (Normes ISPPA). De plus, tous les membres de la fonction Audit Interne doivent répondre à des exigences spécifiques en matière d'honorabilité et de compétence, conformément à la Politique d'Honorabilité et de Compétence.

Organisation, indépendance et objectivité de la fonction l'Audit Interne

Au sein du Groupe Generali, chaque entité juridique est soumise à une activité d'audit garantie par une fonction mise en place conformément aux principes énoncés dans la politique d'Audit Interne du Groupe.

Une ligne hiérarchique directe est établie entre le Directeur de l'Audit Interne d'Europ Assistance SA et le Directeur de la fonction de l'Audit Interne du Groupe Generali. Sur la base de ce modèle, le Directeur de la Fonction d'Audit Interne rapporte au Conseil d'Administration et en dernier ressort au Directeur de l'Audit Interne du Groupe Generali. Cela garantit une autonomie d'action et une indépendance vis-à-vis de la gestion opérationnelle.

L'activité de la fonction Audit Interne ne fait l'objet d'aucune ingérence, y compris sur des questions de sélection de missions d'audit, de périmètre, de procédures, de fréquence, de calendrier ou de contenu des rapports afin de garantir le maintien de l'indépendance et l'objectivité nécessaires à son activité.

Processus et Procédures

Au moins une fois par an, le Directeur de l'Audit Interne propose au Conseil d'Administration un plan d'audit interne pour approbation. Le plan est élaboré sur la base d'une hiérarchisation de l'univers d'audit en utilisant une méthodologie basée sur les risques, tenant compte de toutes les activités, du système de gouvernance, des évolutions attendues pour les activités et innovations, des stratégies de l'organisation, des objectifs métier clés, des contributions de la Direction Générale et du Conseil d'Administration. Le plan doit également tenir compte des lacunes constatées lors des audits réalisés et de tout nouveau risque détecté.

A l'issue de chaque mission, un rapport écrit est préparé et remis à l'audité et à sa hiérarchie. Le Directeur de la fonction Audit Interne fournit au moins 2 fois par an un rapport d'activité au Conseil d'Administration pour approbation.

Programme d'assurance qualité et d'amélioration continue

La fonction Audit Interne tient un programme d'assurance qualité et d'amélioration continue, sur la base d'évaluations internes et externes et qui couvre tous les aspects de l'activité d'audit. Le programme évalue également l'efficacité et l'efficacités de l'activité d'audit et identifie les possibilités d'amélioration.

PROCESSUS DE DEFINITION DU PLAN D'AUDIT ET MISSIONS 2020 (RSR)

Le plan d'audit interne 2020 a été élaboré conformément à ce qui précède. La définition du plan a également été améliorée grâce à une collaboration accrue avec les fonctions de contrôle de la seconde ligne de défense, à savoir la fonction Gestion des Risques et la fonction Conformité.

Dans l'ensemble, le processus a également été supporté cette année par l'outil informatique du Groupe Audit qui permet une certaine automatisation du processus de planification annuelle. En particulier, le plan d'audit 2020 a été défini sur la base des principales étapes suivantes :

1. **Evaluation du risque inhérent lié à chaque processus métier** : évaluation du risque pour le métier (impact et probabilité brutes) sans prise en compte des contrôles existants ;
2. **Evaluation du risque résiduel pour chaque processus métier** ;
3. **Sélection des processus à auditer** sur la base des résultats des évaluations des risques résiduels. Par défaut, à l'exception des activités d'audit obligatoires requises par des lois et règlements spécifiques, les activités d'audit du plan annuel couvrent les processus évalués à « risque élevé » en résiduel dans les 18 mois et ceux évalués en « risque moyen » dans les 48 mois ;
4. **Constitution de la liste des missions d'audit** ;
5. **Calcul des besoins en ressources** en dimensionnant la taille et la charge des mission ;
6. **Autres facteurs pris en compte** en établissant le plan annuel : exigences du Régulateur et demandes spécifiques du Conseil d'Administration pour certaines missions.

Le plan d'audit interne 2020 d'Europ Assistance SA approuvé par le Conseil d'Administration le 10 décembre 2019 a été défini en appliquant les étapes décrites ci-dessus et est composé des types de missions suivantes :

- 6 audits menés au niveau des succursales : réalisés par l'Audit Interne, leurs résultats sont présentés au Comité d'Audit, Conseil d'Administration et au responsable de l'Audit du Groupe Generali en cohérence avec le modèle hiérarchique établi par la politique d'Audit Groupe ;
- 1 audit thématique : ils ont lieu à la fois au siège social et dans un certain nombre de pays/d'unités opérationnelles du Groupe Generali. Au cours de ces audits, la fonction d'audit interne du siège du groupe examine principalement le cadre mis en place par le groupe, y compris les activités de suivi et de contrôle, tandis que les fonctions d'audit locales se concentrent sur la manière dont ce cadre a été mis en œuvre au sein des unités opérationnelles locales. Les résultats de chaque audit font l'objet d'un rapport final distinct, à la fois spécifique pour chaque pays concerné et agrégé au niveau d'Europ Assistance SA.

Ci-dessous le détail des missions 2020 concernant Europ Assistance SA (en vision post fusions réalisées en 2019) :

Type d'Audit	Thématiques	Succursale
Audit local	Gestion de la Trésorerie	France
Audit local	Dispositifs de lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme	France
Audit local	Délégués	France

Audit local	Méthode de gestion de la tarification	Allemagne
Audit local	Respect de la réglementation DDA (<i>IDD</i>)	Portugal
Audit local	Respect de la réglementation DDA (<i>IDD</i>)	Belgique
Audit Thématique	Gouvernance de la donnée	Espagne

INFORMATION SUR LES PERSONNES EXERÇANT LA FONCTION D'AUDIT INTERNE

Comme précisé dans la politique d'Audit Interne, le Directeur de l'Audit Interne ainsi que les membres de l'équipe n'exercent aucune autre activité opérationnelle en conflit avec ses activités d'Audit Interne.

La fonction Audit Interne a été externalisée de façon opérationnelle au niveau d'EA Holding, après approbation du Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA du 8 mars 2016.

Un accord d'externalisation de la fonction d'Audit Interne est en place et est conforme aux exigences de Solvabilité 2. Il régit les services d'audit fournis par la Direction de l'Audit Interne d'EA Holding à Europ Assistance SA.

B.6. FONCTION ACTUARIELLE

B.6.1. DESCRIPTION DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La dernière version de la politique de la fonction Actuarielle du Groupe Generali (GAF) a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA le 15 avril 2019 et elle définit le cadre des activités de la fonction Actuarielle conformément à la réglementation Solvabilité II au sein du groupe Generali. La politique facilite la mise en œuvre des exigences réglementaires relatives à la fonction Actuarielle, tant au niveau local qu'au niveau du Groupe Generali, conformément à :

- La Directive Solvabilité II 2009/138 / CE du Parlement européen et du Conseil d'Administration ;
- Le Règlement Délégué, du 10 octobre 2014 ;
- Les notices Solvabilité II relative au système de gouvernance et à l'évaluation des provisions techniques basées sur les rapports finaux des consultations publiques d'EIOPA n. 14/017 et n. 14/036.

La fonction Actuarielle du Groupe Generali :

- définit le cadre d'évaluation des provisions techniques (méthodologie, processus, suivi et procédure de reporting) à suivre par la fonction actuarielle locale (LAF) ;
- définit le cadre de formalisation de l'opinion sur la politique de souscription et les dispositions prises en matière de réassurance à suivre par la fonction actuarielle locale (LAF) ;
- coordonne les provisions techniques du Groupe au moins une fois par trimestre ;
- soumet trimestriellement les provisions techniques du Groupe à inclure dans le bilan Solvabilité II au Directeur Financier du Groupe Generali ;
- valide les provisions techniques du groupe au moins une fois par an ;
- soumet chaque année des avis indépendants sur les provisions techniques du Groupe, sur la politique de souscription du Groupe et sur les dispositions prises en matière de réassurance du Groupe au Conseil d'Administration du Groupe Generali.

La fonction Actuarielle locale d'Europ Assistance SA (LAF) :

- transpose le cadre d'évaluation des provisions techniques d'Europ Assistance SA ;
- transpose le cadre de formalisation de l'opinion sur la politique de souscription et les dispositions prises en matière de réassurance au sein d'Europ Assistance SA ;
- coordonne et évalue les provisions techniques d'Europ Assistance SA au moins une fois par trimestre ;
- soumet trimestriellement les Dispositions Techniques Locales à inclure dans le Bilan Solvabilité II au Directeur Financier ;
- valide les dispositions techniques locales au moins une fois par an ;
- soumet une opinion annuelle indépendante sur les provisions techniques, sur la politique de souscription et sur les dispositions de réassurance d'Europ Assistance SA au Conseil d'Administration y compris les éventuelles remarques formelles du chef de la fonction Actuarielle du groupe (GAF).

Comme indiqué dans la liste des activités sous-traitées (cf. section B.7), la fonction Actuarielle d'Europ Assistance SA est sous-traitée à EA Holding pour 2019.

La fonction Actuarielle est responsable des activités de calcul et de validation des provisions techniques. Ces activités sont coordonnées par le responsable de la fonction Actuarielle locale. Elles sont menées séparément par deux équipes distinctes chez EA Holding pour le compte d'Europ Assistance SA (cf section B7 Outsourcing) :

- La « *Calculation Unit* » recueille les données requises à l'évaluation des provisions et effectue l'évaluation des provisions techniques selon les dispositions du régime Solvabilité 2 ;
- La « *Validation Unit* » est chargée de valider de manière indépendante le processus et les résultats des Provisions Techniques sous Solvabilité 2, en documentant ses activités et conclusions qui sont rapportées régulièrement au responsable de la fonction Actuarielle.

INDÉPENDANCE ET GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le responsable de la fonction Actuarielle locale d'Europ Assistance SA reporte au directeur financier du groupe Europ Assistance et, uniquement pour les activités de fonction de contrôle, au responsable de la fonction actuarielle du Groupe Generali et sur le plan fonctionnel au Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA.

Les dispositions suivantes sont appliquées afin d'accorder à la fonction Actuarielle une indépendance suffisante de la part du directeur financier en ce qui concerne les activités de la fonction de contrôle :

- Le responsable de la fonction Actuarielle doit satisfaire à des exigences de compétences et d'honorabilité renforcées conformément à la politique « *Fit and Proper* » applicable au sein d'Europ Assistance SA ;
- Le suivi de la performance du responsable de la fonction Actuarielle est défini comme suit :
 - En ce qui concerne les tâches liées à la fonction de contrôle, le suivi de la performance est proposé, approuvé et évalué par la fonction Actuarielle du Groupe Generali ;
 - Les objectifs de la fonction de contrôle ont une plus grande pondération par rapport aux autres objectifs du responsable de la fonction Actuarielle.
- La fonction Actuarielle du Groupe Generali s'assure que l'indépendance du responsable de la fonction Actuarielle d'Europ Assistance SA soit préservée et que les conflits d'intérêts soient gérés de manière adéquate dans le processus d'établissement des objectifs du responsable de la fonction Actuarielle ;
- Le recrutement et la démission du responsable de la fonction Actuarielle sont approuvés par le Conseil d'administration d'Europ Assistance SA ;
- Les décisions sur la méthodologie et les hypothèses retenues dans l'évaluation des provisions techniques n'impliquent à aucun moment le Directeur Financier.

Les dispositions suivantes sont appliquées afin d'accorder au responsable de la « *Validation Unit* » une indépendance suffisante :

- Le responsable de la « *Validation Unit* » doit satisfaire à des exigences de compétences et d'honorabilité renforcées conformément à la politique de compétences et d'honorabilité applicable au sein d'Europ Assistance SA ;
- Afin d'assurer l'indépendance des activités d'évaluation des provisions techniques, les activités de validation sont séparées et exécutées séparément de la « *Calculation Unit* », les deux équipes ayant 2 responsables différents.

B.7. SOUS-TRAITANCE

Europ Assistance SA a adopté la politique d'externalisation du Groupe Generali qui est en ligne avec les exigences de la Directive Solvabilité II concernant le cadre de contrôle spécifique à mettre en place pour s'assurer de la bonne réalisation des activités/fonctions pouvant être sous-traitées par un assureur. Cette politique d'externalisation a été approuvée par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA le 28 juin 2018.

La politique d'externalisation d'Europ Assistance SA établit certaines lignes directrices de négociation et de gestion des contrats de sous-traitance, dont l'introduction de clauses contractuelles spécifiques pour la répartition des droits et responsabilités entre les parties et la définition des processus de pilotage et de suivi de l'activité ou fonction externalisée.

En application du principe de proportionnalité, la mise en place des exigences se fait selon :

- le profil de risque (par la distinction entre sous-traitance critique et non critique) ;
- l'importance relative de chaque contrat d'externalisation (définie selon des critères quantitatifs et qualitatifs) ;
- l'étendue du contrôle qu'Europ Assistance SA se doit d'exercer sur ses sous-traitants.

Dès lors qu'une activité ou une fonction est identifiée comme étant critique, la décision d'externalisation doit faire l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA et d'une information préalable auprès de l'ACPR. Si l'externalisation est approuvée, le contrat fait l'objet d'un suivi strict qui requiert la nomination d'une personne référente (*Outsourcing Business Referent - OBR*). Son rôle est de gérer l'exécution du contrat, et de rapporter une fois par an devant le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA des conclusions sur la bonne exécution du contrat.

Lorsque l'activité ou la fonction externalisée n'est pas identifiée comme critique, un dispositif de contrôle ad hoc s'applique afin de s'assurer de la bonne exécution du contrat.

Une liste des activités importantes ou critiques sous-traitées par Europ Assistance SA est présentée ci-dessous.

Activité ou Fonction externalisée	Périmètre EA SA externalisé	Prestataire	Localisation du prestataire	Raisons de l'externalisation	Référent (OBR)
Gestion d'actifs	Tout EA SA	GENERALI INSURANCE ASSET MANAGEMENT	Bureau de GIAM à Paris, France	Synergies au sein des filiales d'Assicurazioni Generali et niveau de spécialisation du prestataire	Directeur Général d'EA SA
Gestion des opérations d'assistance : gestion de sinistres et des demandes d'assistance	Succursale irlandaise	Europ Assistance Polska SP ZOO	Bureau d'Europ Assistance Poland à Varsovie, Pologne	Synergies au sein des filiales d'Assicurazioni Generali et niveau de spécialisation du prestataire	Directeur Général d'EA SA
Fonction Actuarielle	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Choix de positionnement de la fonction clef de contrôle au niveau de la Holding	Directeur Général d'EA SA
Fonction Gestion des Risques	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Choix de positionnement de la fonction clef de contrôle au niveau de la Holding	Directeur Général d'EA SA
Fonction Conformité	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Choix de positionnement de la fonction clef de contrôle au niveau de la Holding	Directeur Général d'EA SA
Fonction d'Audit Interne	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Séparation de la fonction clef de contrôle périodique (niveau 3) de l'entité EA SA	Directeur Général d'EA SA
Fonctions du Délégué à la protection des données	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Permettre à EASA de bénéficier du savoir-faire et de l'expertise d'un DPO mutualisé, fort d'une expérience globale. En outre, le DPO assure l'orientation et la coordination entre les différentes entités Europ Assistance en matière de protection des données personnelles.	Directeur Général d'EA SA
Gestion de bases de données fournisseurs (réseau médical et automobile)	Tout EA SA	Europ Assistance Holding SAS	Bureau d'EA Holding à Saint-Denis, France	Permettre à EASA d'avoir accès à un important réseau international de prestataires, assurant ainsi une meilleure prise en charge de ses assurés/bénéficiaires à l'échelle internationale.	Directeur Général d'EA SA

Activités opérationnelles et support (comprenant en particulier des services de souscription, commercialisation et services administratifs et financiers)	Périmètre français	Europ Assistance France SA	Bureaux d'Europ Assistance France à Gennevilliers, France	Exigence du régulateur d'une séparation entre activités d'assurance et de services et choix de rattachement des activités opérationnelles et support à EAF, société de services	Directeur Général d'EA SA
---	--------------------	----------------------------	---	---	---------------------------

Cette liste concerne des activités importantes ou critiques existantes au cours de l'année 2019 et a été étendue en conséquence des fusions réalisées en 2019 aux activités opérationnelles de support pour les succursales espagnole et allemande.

Suite à la réalisation de toutes les fusions en 2019, Europ Assistance SA travaille à l'uniformisation de l'analyse des externalisations critiques sur l'ensemble de son périmètre qui devra être approuvée par le Conseil d'administration d'Europ Assistance SA en 2020.

B.8. AUTRES INFORMATIONS

B.8.1. ADEQUATION DU SYSTEME DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA considère que, compte tenu de la nature, de la taille et de la complexité des risques inhérents à l'activité de la société, la structure organisationnelle et le système de gouvernance d'Europ Assistance SA sont adéquats et adaptés. Une revue annuelle est effectuée. Des modifications pourront être apportées pour tenir compte de la réalisation par Europ Assistance SA des fusions en 2019 avec les sociétés d'assurance du groupe en Espagne, Portugal, Belgique et Allemagne.

B.8.2. AUTRES INFORMATIONS

Au cours de l'année 2019, Europ Assistance SA a connu un changement de responsable de la fonction clé d'Audit Interne. En effet, Madame Violaine Gomar a été remplacée le 11 juin 2019 par Monsieur Serge Moronvalle par intérim, lui-même remplacé le 10 décembre 2019 par Monsieur Philippe Bertomeu.

Aucune autre information n'est à reporter sur la période.

C. Profil de risque

C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription représente le risque de perte ou de variation défavorable de la valeur des passifs d'assurance portés par l'assureur. La gestion du risque de souscription fait partie intégrante de l'activité de l'entreprise et a un effet direct sur sa rentabilité.

Lors de la rédaction d'une police d'assurance, la société accepte un risque de souscription qui dépend du profil de l'assuré.

Le risque de souscription peut ainsi survenir :

- lorsque la fréquence ou le montant des sinistres futurs est plus élevé que prévu pour les contrats non expirés (risque de prime);
- lorsque le règlement des réclamations pour les sinistres déjà engagés est supérieur à la prévision (risque de réserve);
- lorsqu'un événement catastrophique (naturel ou artificiel) couvert par la politique provoque des réclamations extraordinaires (risque de catastrophe).

Exposition au risque

Le risque de souscription non-vie est le principal contributeur aux exigences de fonds propres d'Europ Assistance SA tel que mesuré par la formule standard, puisqu'il représente 70,5% (68,9% à fin 2018) du BSCR total de l'entreprise avant diversification. Il se décompose de la manière suivante :

- un risque de prime et de réserve;
- un risque de catastrophe.

Europ Assistance SA offre une large gamme de produits, visant à couvrir tous les besoins résultant d'incidents ou de risques que l'on peut rencontrer au cours d'un voyage ou pendant sa vie au quotidien. La gamme de produits comprend l'assistance routière, l'assistance voyage (frais d'urgence médicaux, rapatriement), l'assistance informatique, l'assistance juridique, l'assistance à domicile, ainsi que d'autres avantages complémentaires.

Europ Assistance SA souscrit des activités selon 7 branches de Solvabilité 2 : assistance (54,7% des primes acquises nettes), pertes pécuniaires diverses (35,3%), remboursements de frais médicaux (6,4%) autres assurances automobile (2,3%), assurance protection juridique (0,9%), assurance de protection du revenu (0,2%) et assurance de responsabilité civile générale (0,1%).

Au 31 décembre 2019, Europ Assistance SA exerce son activité sur un périmètre français et sur un périmètre international tel que précédemment cité. Europ Assistance SA distribue ainsi des produits d'assurances en Europe au travers de ses sept succursales en Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Irlande, Portugal et Luxembourg. En raison de la nature spécifique de l'activité d'assistance, la société n'a pas identifié de risque de concentration important dans son portefeuille. Par ailleurs, son exposition aux risques de catastrophe est très limitée.

Le tableau ci-dessous décrit la répartition du risque non-vie pour Europ Assistance SA :

Formule Standard (en M€)	2019	2018	Variation (en m€)	Variation (en %)
Primes et réserves	176,0	117,1	58,9	50,3%
Lapse	1,2	1,5	-0,3	-17,8%
Catastrophe	14,8	8,6	6,2	72,0%
SCR Non-Vie avant diversification	192,0	127,1	64,8	51,0%
Diversification	-11,7	-7,6	-4,1	54,0%
SCR Non-Vie	180,3	119,5	60,7	50,8%

L'augmentation du risque peut être décomposée en :

- une hausse liée à l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA en 2019 pour 27,1 M€ de SCR Non-Vie supplémentaire ;
- la hausse organique provenant de l'évolution des volumes entre les deux périodes, et notamment de la croissance soutenue de l'activité, pour 19 M€ de SCR Non-Vie supplémentaire.

Impact ajout des 5 succursales	SCR Non-Vie (en m€)	Variation (en m€)	Variation (en %)
0 - Y18	119,5		
1 - Ajout des 5 succ.	170,3	+50,8	43%
2 - Effet diversification	160,9	-9,4	-6%
3 - Effet USP	146,6	-14,3	-9%
4- Mise à jour YE19	180,3	+33,7	23%



L'effet diversification présenté concerne essentiellement une augmentation du facteur de diversification géographique (+1pts entre 2018 et 2019).

L'effet USP prend en compte l'utilisation d'un paramètre USP unique sur tout le périmètre Assistance d'Europ Assistance SA plutôt que la moyenne pondérée des paramètres de toutes les succursales en son sein.

L'évolution du risque de souscription non-vie est directement corrélée au volume et à la nature des contrats souscrits par l'assureur. Le plan d'affaires déterminé par la société pour les 3 prochaines années ne prévoit pas de changements significatifs de son profil de risque de souscription.

Le tableau ci-dessous décrit les expositions au risque de prime et de réserves pour Europ Assistance SA :

Chiffres en m€

	EA SA					
	Volume de primes		Volume de réserves		SCR Non-Vie	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Total	1 025,8	667,6	135,7	90,3	176,0	117,4
Autre assurance des véhicules à moteur	31,4	6,1	2,2	0,5	7,4	1,5
Assurance responsabilité civile générale	0,6	0,7	0,0	0,0	0,2	0,2
Protection Juridique	10,1	3,2	6,2	2,0	3,8	1,2
Assistance	613,9	399,3	46,7	33,6	42,9	30,4
Pertes pécuniaires diverses	368,1	256,1	80,5	54,1	143,9	97,2
Acceptations Non-Proportionnelles	1,7	2,3	0,0	0,0	0,9	1,2
Diversification					-23,1	-14,3

Le tableau ci-dessous présente les évolutions des volumes au niveau des succursales :

		Volume de primes		Variation	Variation	Volume de réserves		Variation	Variation
		2019	2018	(en m€)	(en %)	2019	2018	(en m€)	(en %)
Total Non-Vie	EASA	1025,8	667,6	358,1	54%	135,7	90,3	45,4	50%
	EASA (ancien périmètre)	721,3	667,6	53,7	8,0%	109,0	90,3	18,8	21%
	France	426,2	373,4	52,8	14%	nd	nd	nd	nd
	Irlande	230,5	284,6	-54,1	-19%	nd	nd	nd	nd
	Espagne	203,6	103,3	100,3	97%	13,7	8,2	5,6	68%
	Portugal	51,8	49,1	2,6	5%	5,5	5,5	0,0	0%
	Belgique	54,8	56,1	-1,3	-2%	2,6	2,0	0,6	33%
	Allemagne	49,9	47,6	2,3	5%	4,8	4,7	0,2	3%
	Grèce	12,0	7,9	4,1	52%	nd	nd	nd	nd
Périmètre hors fusion									

Les volumes de primes ont augmenté de 54% entre 2019 et 2018 pour s'établir à 1 025,8 m€ :

- 45,6% de cette augmentation provient de l'ajout des nouvelles succursales (soit 304,4 m€) ;
- 8,0% provient d'une hausse sur le périmètre déjà présent en 2018 (soit 53,7 m€) ;

Les volumes de réserves ont augmenté de 50% entre 2018 et 2019 pour s'établir à 135,7 m€ :

- 29,6% de cette augmentation provient de l'ajout des nouvelles succursales ;
- 21% provient d'une hausse sur le périmètre déjà présent en 2018.

Europ Assistance SA n'a pas non plus d'exposition découlant d'engagements hors bilan et ne transfère aucun risque via des Special Purpose Vehicles (SPV).

Mesures d'atténuation du risque

Dans le cadre de ses activités quotidiennes, la société a mis en place plusieurs outils de suivi et d'atténuation :

- existence d'un processus de développement de produits, formalisant des rôles, des responsabilités et des niveaux d'autorisation bien définis ;
- mise en place d'une politique de souscription non-vie, notamment par la définition de principes de souscription et par l'adhésion à un processus de workflow pour les provisions techniques ;
- revue et suivi mensuel de la rentabilité de la situation financière globale de l'entreprise, y compris par un Comité Souscription qui effectue un suivi de la souscription ;
- contrôle des activités réalisées par la fonction actuarielle concernant l'adéquation des réserves techniques.

C.2. RISQUE DE MARCHÉ

Dans le cadre de ses activités quotidiennes en tant qu'assureur, la société investit sur les marchés financiers les primes qu'elle collecte auprès des assurés.

Étant donné que les passifs d'assurance des entreprises d'assistance ont généralement une durée courte, la taille du portefeuille de placement de la société est limitée par rapport aux autres sociétés d'assurance non-vie. Néanmoins, comme pour tous les investissements financiers, il existe un risque de variation de la valeur du portefeuille en raison de la variation de la valeur ou de la volatilité des prix du marché.

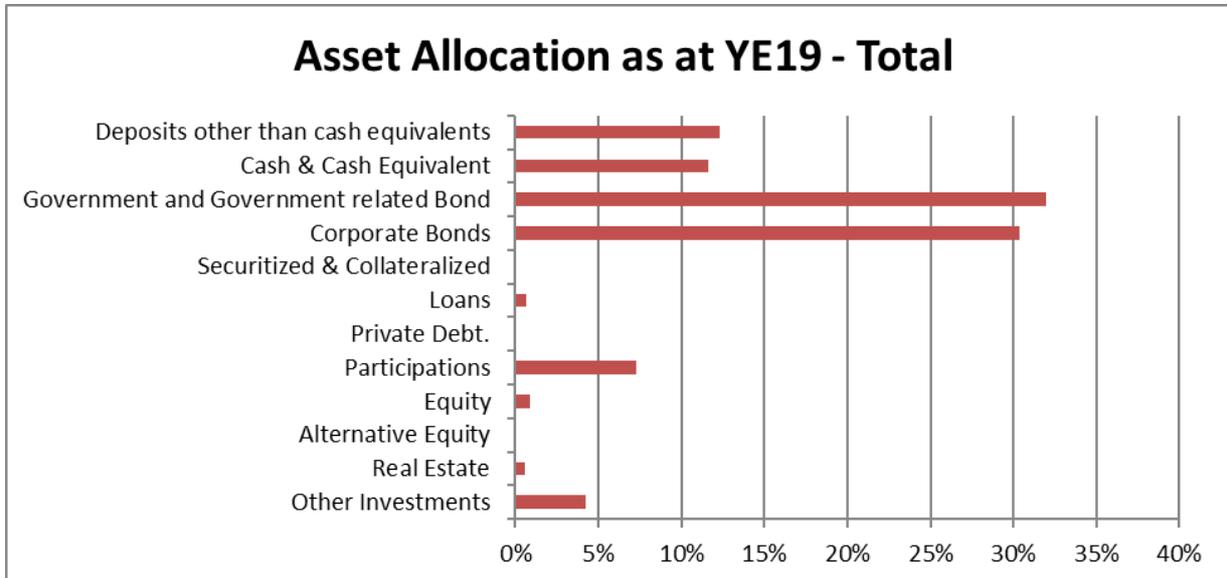
Exposition au risque

Europ Assistance SA gère ses risques financiers grâce à l'application de processus et des règles spécifiques, conformément aux principes de la personne prudente. Des investissements sont uniquement réalisés sur les actifs pour lesquels les risques sont identifiés, mesurés, surveillés et rapportés correctement :

- les actifs sont restreints en termes d'univers d'investissement et de notation de crédit afin d'assurer la sécurité et la liquidité du portefeuille ;

- les investissements sont choisis en fonction de la nature et de la durée des réserves techniques de l'entreprise.

En raison de la courte durée de ses provisions techniques, la stratégie d'investissement d'Europ Assistance SA est conservatrice et vise principalement à respecter les limites de risque données par le Groupe Generali (documentation de référence : Group Risk Procédure).



Les risques de marché représentent 13,9% (10,5% à fin 2018) des besoins en capital de l'entreprise selon la formule standard (mesuré par leur poids dans le BSCR avant diversification). Les principaux facteurs du risque de marché sont le risque actions et le risque de change.

Le tableau ci-dessous présente la composition du portefeuille de l'entreprise, hors comptes courants bancaires :

Fair value of Investments (en m€)	2019		2018	Variation	Variation (ancien périmètre)
	EASA	EASA (ancien périmètre)	EASA		
Equity Instruments	4,4	4,4	0,0	4,4	4,4
Fixed income instruments	316,8	143,2	115,8	201,0	27,4
Bonds	316,8	143,2	115,8	201,0	27,4
Loans	-	-	-	-	-
Other fixed income instr.	-	-	-	-	-
Land and Buildings	0,7	0,0	0,2	0,5	-0,2
Participations	37,2	2,3	38,3	-1,1	-36,0
Investment Funds	21,7	11,8	18,4	3,4	-6,5
Total	380,9	161,8	172,7	208,2	-10,9

Les actifs en valeur de marché ont augmenté de +208,2 m€ :

- 219,1 m€ de cette augmentation provient de l'ajout des nouvelles succursales ;
- -10,9 m€ provient d'une baisse sur le périmètre déjà présent en 2018. Cette baisse provient majoritairement de l'élimination des titres de participations des filiales.

Le tableau ci-dessous, présente la répartition du risque de marché dans le calcul du SCR ainsi que la variation entre 2018 et 2019 (chiffres en m€) :

Formule Standard (en m€)	2019	2018	Variation (en m€)	Variation (en %)
Actions	11,1	8,4	2,7	32,2%
Immobilier	0,2	0,1	0,1	210,1%
Change	18,4	10,9	7,5	68,2%
Taux	7,5	1,9	5,6	293,0%
Spread	10,2	3,6	6,6	182,4%
Concentration	19,2	0,1	19,1	15099,8%
SCR marché avant diversification	66,7	25,1	41,6	165,9%
Diversification	-28,8	-6,9	-21,9	318,8%
SCR marché	37,9	18,2	19,7	108,2%

Cette évolution du risque peut être déclinée en une hausse provenant de l'ajout des 4 nouveaux portefeuilles et une autre générée par l'évolution des volumes entre les deux périodes.

Impact ajout des 5 succursales	SCR marché (en m€)	Variation (en m€)	Variation (en %)
0 - Y18	18,2		
1 - Ajout des 5 succ.	45,6	+27,4	151%
2 - Effet diversification	30,8	-14,9	-33%
3- Mise à jour YE19	37,9	+7,1	23%



L'effet diversification présenté provient essentiellement d'une réduction du risque de concentration suite à l'élargissement de l'assiette de calcul.

Risque sur les actions

Le risque sur les actions a pour objectif de mesurer « la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant le niveau ou la volatilité de la valeur de marché des actions » (Art. 105, directive 2009/138/CE).

Le portefeuille d'actions de la société est entièrement composé de participations dans des sociétés du Groupe Generali. De ce fait, le portefeuille n'est pas sujet aux variations des marchés actions.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt a pour objectif de mesurer « la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt ou la volatilité des taux d'intérêt » (Art. 105, directive 2009/138/CE).

La duration des actifs de la société est ajustée à celle des passifs, et qui sont pour la plupart à court terme en raison de la nature même de l'activité d'assistance. En tant que tel, le risque d'inadéquation est minimisé.

Risque de spread

Le risque de spread a pour objectif de mesurer « la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant le niveau ou la volatilité des marges (« spreads ») de crédit par rapport à la courbe des taux d'intérêt sans risques » (Art. 105, directive 2009/138/CE).

Les règles de notation de la qualité crédit qui ont été mises en place conformément aux instructions du Groupe Generali, permettent d'atténuer efficacement ce risque.

Risque de change

De par la nature internationale de ses activités, la société est naturellement exposée à un risque de change. Afin de le minimiser, elle s'efforce d'équilibrer ses engagements entre actif et passif dans chaque devise de dénomination, afin de présenter une position nette par devise la plus neutre possible.

Mesures d'atténuation du risque

En plus des processus spécifiques, tel que le processus Stratégie d'allocation des actifs (SAA) ou les Comités ad hoc pour le suivi de la performance du portefeuille, le contrôle des différents risques de marché s'exerce principalement par le suivi mensuel du respect des règles de gestion du Groupe Generali.

Ces règles contiennent des limites concernant l'allocation des actifs, par catégorie de notation, par émetteur final, ainsi qu'une liste des contreparties autorisées et la définition des classes d'actifs dans lesquels investir (« investable universe »).

Un contrôle ex post des différentes limites est effectué mensuellement, sur la base des données du portefeuille fournies par le gestionnaire d'actifs. Les violations des limites entraînent la définition d'un plan d'action et /ou d'une demande d'exemption à formuler au Groupe Generali.

C.3. RISQUE DE CRÉDIT

Le module « risque de contrepartie » reflète « les pertes possibles que pourrait entraîner le défaut inattendu, ou la détérioration de la qualité de crédit, des contreparties et débiteurs de l'entreprise d'assurance ou de réassurance durant les douze mois à venir » (Art. 105, directive 2009/138/CE).

Exposition au risque

Le risque de défaut de contrepartie représente 15,6% (20,2% à fin 2018) des besoins en capital de la société selon la formule standard (mesuré par son poids dans le BSCR avant diversification). Les principaux facteurs du risque de défaut de contrepartie sont les volumes de créances des réassureurs et les volumes de trésorerie à la banque (classés dans les expositions de type 1) d'une part, et le volume des créances des assurés (classés comme type 2) d'autre part.

Le tableau ci-dessous présente la composition du portefeuille de créances et des comptes courants bancaires de l'entreprise :

Volume at risk (en m€)	2019		2018	Variation	Variation (ancien périmètre)
	EASA	EASA (ancien périmètre)	EASA		
Type I	184,2	156,9	182,6	-0,5	-23,9
Type II	216,9	174,6	138,6	78,3	36,0
Total	401,0	331,4	321,2	79,8	10,2

Les expositions ont augmenté de +79,8 m€ :

- 69,6 m€ de cette augmentation provient de l'ajout des nouvelles succursales.
- 10,2 m€ provient d'une hausse sur le périmètre déjà présent en 2018.

Le tableau suivant montre l'évolution du module « risque de contrepartie du SCR, selon les expositions de type 1 et de type 2 :

Formule Standard (en m€)	2019	2018	Variation (en m€)	Variation (en %)
Type 1	9,6	13,9	-4,3	-30,8%
Type 2	34,9	23,4	11,5	49,3%
SCR défaut avant diversification	44,5	37,2	7,2	19,5%
Diversification	-1,9	-2,2	0,3	-14,3%
SCR défaut	42,5	35,0	7,6	21,6%

Cette évolution du risque peut être déclinée en une hausse provenant de l'ajout des 4 nouveaux portefeuilles et une autre générée par l'évolution des volumes entre les deux périodes.

	SCR défaut (en m€)	Variation (en m€)	Variation (en %)
0 - Y18	35,0		
1 - Ajout des 5 succ.	44,3	+9,3	27%
2 - Effet diversification	35,2	-9,1	-20%
3- Mise à jour YE19	42,5	+7,3	21%



L'effet diversification présenté provient essentiellement d'une réduction du risque de défaut faisant suite à l'annulation des créances de réassurance liées aux traités en quote-part entre la branche Irlandaise, l'Espagne et la Belgique.

Mesures d'atténuation du risque

Le risque de crédit est surveillé par Europ Assistance SA au travers de différents processus :

- suivi des soldes débiteurs et créditeurs, grâce à l'analyse d'une balance âgée, indiquant la dette due pour chaque client et permettant d'identifier les actions à mettre en œuvre pour recouvrer les créances ou provisionner le cas échéant;
- sélection des réassureurs à partir d'une liste déterminée et restrictive fournie par le Groupe Generali, qui sont choisis selon leur solvabilité.

C.4. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la société, bien que solvable, ne soit pas en mesure de tenir ses engagements financiers, en raison du manque de liquidité de ses placements.

Exposition au risque

Europ Assistance SA gère son risque de liquidité en cohérence avec la politique définie par le groupe Generali et mise à jour en 2019. Cette politique définit un « Company Liquidity Ratio » qui compare les cash flows nets attendus sur les douze prochains mois et les volumes d'actifs liquides et disponibles à la vente .

Company Liquidity Ratio	Base Scenario (m€)	Liquidity Stress Scenario (m€)
Cash flows nets attendus pour les 12 prochains mois (A)	73,2	49,8
Cash and cash equivalents (B)	158,4	157,1
Cash flows nets attendus et cash equivalents (C = A + B)	231,6	206,9
Portefeuille d'actifs (Liquides et disponibles à la vente) (D)	268,8	149,6
Company Liquidity Ratio (CLR = C / D)	86,1%	138,4%
Soft Tolerance	-2.5%	-2.5%
Hard Tolerance	-5.0%	-7.5%

L'exercice sur l'année 2019 démontre qu'Europ Assistance SA respecte les ratios de liquidités fixés par le groupe Generali.

Mesures d'atténuation du risque

La gestion de la liquidité est assurée par le Responsable des Investissements, au moyen d'un suivi quotidien de la situation de la liquidité, de l'analyse financière des entrées et des sorties et des prévisions périodiques des flux de trésorerie.

La Société suit une stratégie à moyen terme et à court terme :

- stratégie à court terme - la Société investit tout l'excédent de liquidité dans les dépôts et les obligations du Trésor;
- stratégie à moyen terme - grâce à l'analyse quotidienne du poste de liquidité, le Département financier détermine le moment où il est approprié de transférer des fonds dans le but d'investir dans des actifs financiers.

La gestion des actifs financiers est sous-traitée à une société spécialisée Generali Insurance Asset Management (GIAM) conformément aux recommandations données par le Groupe Generali. En règle générale :

- les investissements doivent être réalisés principalement sur des titres éligibles à des réserves techniques selon les règles réglementaires locales et toujours en conformité avec les lois et réglementations locales en vigueur;
- l'activité d'investissement doit atteindre les objectifs de rentabilité, de liquidité et de sécurité;
- les principes de diversification et de dispersion doivent être respectés.

Un Comité d'investissement se tient deux fois par an avec pour objet de garantir les objectifs de revenus d'investissement, de suivre la performance des investissements, de prendre des mesures correctives en cas de besoin et de définir et de mettre en œuvre la stratégie d'investissement d'Europ Assistance SA.

C.5. RISQUE OPERATIONNEL

Exposition au risque

La société est exposée à des risques opérationnels qui sont inhérents à son activité et qui peuvent provenir de causes organisationnelles, humaines, matérielles ou naturelles, ou résultantes d'événements internes ou externes. Étant donné que ces risques sont directement liés à la sécurité et à l'efficacité des processus internes de l'entreprise, ils sont soumis à un cadre dédié qui fait partie intégrante du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne d'Europ Assistance SA.

Ce cadre de contrôle est structuré selon le référentiel du Groupe qui est constitué d'une chaîne de valeur faisant état de processus et d'un catalogue de risques. Les principales catégories de risques opérationnels couvertes sont les suivantes :

- fraude interne;
- fraude externe;
- pratiques en matière de ressources humaines;
- clients et produits;
- dommages aux actifs corporels;
- interruption d'activité et défaillance des systèmes;
- exécution et processus de gestion.

Le système de gestion des risques et de contrôle interne d'Europ Assistance SA est organisé selon l'approche des 3 lignes de défense décrite dans la section B.4.1.

Le risque opérationnel représente 13,5% (12,4% à fin 2018) du besoin en capital d'Europ Assistance SA.

Mesures d'atténuation du risque

Europ Assistance SA assure la surveillance de ses risques opérationnels au travers notamment :

- d'un système de contrôle interne formalisé, d'une évaluation qualitative des risques, et d'un dispositif de collecte des incidents opérationnels, décrits ci-après;
- de la mise à jour périodique de son plan de continuité des activités, qui vise à faire en sorte que les interruptions d'activité potentielles soient correctement gérées par l'entreprise, y compris les procédures de gestion de crise;
- du suivi des points d'amélioration identifiés au cours de l'analyse des processus ou des revues de effectuées par l'Audit Interne ou externe ;
- des couvertures d'assurance couvrant les risques propres à l'entreprise.

Tous les processus clés d'Europ Assistance SA ont été documentés sous forme de diagrammes et de descriptifs. Les principaux risques opérationnels susceptibles d'impacter les processus clés ont été identifiés, de même que les contrôles correspondants et les autres facteurs d'atténuation des risques. Ceci permet de réaliser une évaluation des risques inhérents et résiduels pour chacun de ces risques, évaluation régulièrement mise à jour au travers du travail de la fonction Gestion des Risques. Les actions d'atténuation potentielles des risques identifiés à l'issue de l'évaluation sont régulièrement suivies par le Comité des Risques.

En 2019, Europ Assistance SA a lancé un chantier de mise à jour de la cartographie de ses risques opérationnels. Ce dispositif est complété par un exercice d'évaluation qualitatif permettant l'identification des principaux risques opérationnels qui pourraient affecter la stratégie et l'atteinte des objectifs, mais aussi par un processus de gestion des incidents opérationnels, selon lequel tous les incidents sont collectés et analysés trimestriellement par la fonction Gestion des Risques. Ces deux dispositifs ont pour finalité commune d'évaluer et d'identifier les actions d'atténuation de ces risques afin de les ramener au niveau de risque souhaité par Europ Assistance SA.

C.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS

Dans le cadre de son activité, la fonction Gestion des Risques réalise annuellement un exercice (Main Risk and Self-Assessment) permettant à Europ Assistance SA de réaliser une cartographie des principaux risques pouvant l'empêcher d'atteindre ses objectifs conformément à son plan stratégique. Cet exercice est effectué par l'ensemble des succursales d'Europ Assistance SA puis une version consolidée est préparée en central puis partagée et validée en Comité des Risques.

Il permet également d'identifier des risques qui ne sont pas modélisés par la formule standard, comme les risques stratégiques, les risques de réputation, ou des risques émergents

Ces risques sont identifiés et évalués avec l'aide du Top Management (vision *Top Down*) suivant leur probabilité d'occurrence et leurs potentiels impacts financiers ou réputationnels. A chaque risque est attribué un plan d'action et un propriétaire qui effectue le suivi de sa mise sous contrôle. La fonction Gestion des Risques coordonne le suivi dans le temps des risques.

D. Valorisation à des fins de solvabilité

L'évaluation des actifs et des passifs non techniques est basée sur le cadre réglementaire Solvabilité 2 qui normalise les évaluations et les valorisations des actifs et des passifs du bilan économique (Market Value Balance Sheet « MVBS »).

Afin de définir le bilan prudentiel, tous les actifs et les passifs figurant au bilan doivent être évalués à leur juste valeur.

Dans les paragraphes suivants, une comparaison entre les bilans IFRS et Solvabilité 2 en valeur de marché est fournie avec une description des méthodologies d'évaluation adoptées.

Le bilan prudentiel Solvabilité 2, ainsi que le bilan IFRS correspondant s'établissent comme suit, pour la Société Europ Assistance SA, au 31 décembre 2019 :

Actif et Passif Chiffres en m€ (YE2019)	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Frais d'acquisition reportés	-	37,2	- 37,2
Immobilisations incorporelles	-	1,7	- 1,7
Actifs d'impôts différés	5,8	2,0	3,8
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	3,0	3,0	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	426,2	404,9	21,3
Prêts et prêts hypothécaires	3,2	3,2	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	13,4	15,7	- 2,3
Dépôts auprès des cédantes	17,0	17,0	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	238,9	238,9	-
Créances nées d'opérations de réassurance	7,0	7,0	-
Autres créances (hors assurance)	53,2	53,2	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59,0	59,0	-
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0,8	0,8	-
Total Actif	827,6	843,6	- 16,0
Provisions techniques non-vie (hors santé)	321,0	380,7	- 59,7
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	20,3	29,7	- 9,4
Provisions autre que les provisions techniques	4,9	4,9	-
Provisions pour retraite	7,2	7,2	-
Dépôts des réassureurs	5,7	5,7	-
Passifs d'impôts différés	12,1	0,0	12,0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	1,9	1,9	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	100,1	100,1	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	8,2	8,2	-
Autres dettes (hors assurance)	51,4	51,4	-
Passifs subordonnés	21,1	20,0	1,1
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	3,5	3,5	-
Total Passif	557,3	613,2	- 55,9

Excédent des actifs par rapport aux passifs	270,3	230,4	39,9
--	--------------	--------------	-------------

L'excédent d'actifs par rapport aux passifs au 31 décembre 2019 est supérieur à la valeur IFRS de près de 40 m€, ce qui est principalement expliqué par les effets suivants :

- La mise en valeur de marché des actifs financiers a généré des plus-values latentes de **21,3 m€** à fin 2019, notamment sur les participations. La valeur de marché des placements est de **426,2 m€** à fin décembre 2019 ;
- L'annulation des immobilisations incorporelles (non admissible dans le cadre de Solvabilité 2) pour **-1,7 m€** sur l'excédent d'actifs par rapport aux passifs ;
- La mise en valeur de marché d'un emprunt subordonné a généré un retraitement de **1,1 m€** ;
- Le surplus net de réassurance des provisions techniques, avant la marge de risque et après annulation des frais d'acquisition reportés, contribue à hauteur de **29,6 m€** aux fonds propres Solvabilité 2 (**8,7 m€** après la marge de risque) ;
- Pour tous les éléments pour lesquels la valeur diffère entre le bilan IFRS et le bilan Solvabilité 2, un taux moyen d'imposition de 16%² est appliqué. Le passif d'impôt différé (IDP) net comptabilisé dans le bilan Solvabilité 2 est de **6,3 m€**.

Le bilan prudentiel d'Europ Assistance SA a aussi été construit à partir des comptes statutaires afin de démontrer que l'écart entre l'excédent d'actifs sur les passifs selon les 2 approches n'est pas matériel. Cet écart est de 0.5% au 31 décembre 2019.

D.1. ACTIFS

Ce chapitre présente les méthodes d'évaluation Solvabilité 2 pour les principales catégories d'actifs autres que les créances de réassurance (ces dernières sont présentées au paragraphe D.2.).

La structure du modèle de données de l'outil de reporting du Groupe Generali (TAGETIK) répond aux besoins de réconciliation inter-normes. Cet outil permet de :

- collecter les liasses en normes locales ;
- déterminer le bilan prudentiel (Solvabilité 2) en Formule Standard ;
- réaliser les reportings afférents au Pilier III.

D.1.1. RESULTAT DE L'ÉVALUATION DES ACTIFS

ACTIFS INCORPORELS

Valorisation à des fins de solvabilité

Pour l'évaluation à des fins de Solvabilité 2, les entreprises d'assurance et de réassurance évaluent à zéro le goodwill, les coûts d'acquisition différés et les immobilisations incorporelles autres que le goodwill, sauf si l'immobilisation incorporelle peut être vendue séparément et si l'entreprise d'assurance et de réassurance peut démontrer qu'il existe un prix de marché coté pour des actifs identiques ou similaires. Les logiciels informatiques adaptés aux besoins de l'entreprise et les licences de logiciels standard qui ne peuvent être vendus à un autre utilisateur sont évalués à zéro.

Au 31 décembre 2019, le montant Solvabilité 2 des actifs incorporels est nul.

Actifs incorporels Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Ecart d'acquisition	-	-	-
Frais d'acquisition reportés	-	37,2	- 37,2
Immobilisations incorporelles	-	1,7	- 1,7
Total Actifs incorporels	-	38,9	- 38,9

² Ce taux apparaît plus faible que les taux d'impôts standards dans les pays où opère Europ Assistance SA. Cet effet s'explique par le taux d'impôt spécifique sur les participations.

ACTIFS FINANCIERS ET IMMOBILIERS (HORS PARTICIPATIONS)

Valorisation à des fins de solvabilité

Les actifs financiers et immobiliers sont évalués à la valeur de marché dans le bilan prudentiel, suivant une approche d'évaluation conforme au marché (« market consistency») ou à défaut suivant une méthode alternative (Equity Method ou valorisation nette d'actifs incorporels). La valeur de marché est déterminée selon les trois méthodes suivantes :

- Niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- Niveau 2 : données concernant l'actif, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif.

Pour l'évaluation à des fins de Solvabilité 2, les actifs font l'objet d'une valorisation en euros à la date d'arrêté, dans les conditions ci-après :

- les immobilisations corporelles et les dépôts autres que les équivalents de trésorerie sont valorisées pour leur montant IFRS dans le bilan prudentiel ;
- les valorisations obligataires sont coupons courus inclus ;
- les parts de fonds communs de placements sont retenues pour le dernier prix de rachat fourni au jour de l'inventaire ;

Les autres placements sont retenus pour leur valeur retenue dans les comptes IFRS.

Actifs financiers et immobiliers Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecarts
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	3,0	3,0	-
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	-	-	-
Actions	4,4	4,4	-
<i>Actions - cotées</i>	4,4	4,4	-
<i>Actions - non cotées</i>	-	-	-
Obligations	317,0	317,0	- 0,0
<i>Obligations d'Etat</i>	162,7	163,6	- 0,9
<i>Obligations de sociétés</i>	154,3	153,4	0,9
<i>Obligations structurées</i>	-	-	-
<i>Titres négociables</i>	-	-	-
Organismes de placement collectif	21,7	21,7	-
Produits dérivés	-	-	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	45,8	45,8	-
Autres investissements	0,0	0,0	0,0
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	-	-	-
Total des actifs financiers et immobilisations	392,0	392,0	- 0,0

LES PARTICIPATIONS

Les modalités d'évaluation de la valeur de marché des titres de participation au sens Solvabilité 2 sont définies par les procédures du Groupe Generali.

Périmètre

Les titres de participation correspondent aux prises de participations conduisant à détenir, directement ou par le biais d'un lien de contrôle, au moins 20% des droits de vote ou du capital d'une entreprise.

La liste des titres de participations est partagée avec le Groupe Generali. Cette liste précise les titres qui sont consolidés et ceux qui sont considérés comme « stratégiques ».

Valorisation à des fins de solvabilité

Les titres de participation cotés sont valorisés à l'aide du dernier cours de bourse. Les titres de participation non cotés, dans le secteur de l'assurance ou hors secteur assurance, sont valorisés, suivant les cas par :

- « adjusted equity method » - quote-part de l'excès des actifs par rapport aux passifs déterminés à partir du bilan Solvabilité 2 ;
- « adjusted IFRS equity method » - quote-part des fonds propres IFRS ajustés des actifs incorporels ;

La méthode d'évaluation des participations d'Europ Assistance SA est l'adjusted equity method.

Participations Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Détention dans des entreprises liées, y compris participations	37,2	15,9	21,3
Total participations	37,2	15,9	21,3

PRETS ET PRETS HYPOTHECAIRES

Les Prêts et prêts hypothécaires sont retenus pour leur valeur comptable conformément aux articles R.343-9 et R.343-10 du code des Assurances.

Prêts et prêts hypothécaires Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Avances sur contrats	-	-	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	0,0	0,0	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	3,2	3,2	-
Total prêts et prêts hypothécaires	3,2	3,2	-

AUTRES ACTIFS

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance sont définis comme la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie des passifs relatifs aux accords contractuels de réassurance.

Les montants des dépôts auprès des cédantes dans le bilan Solvabilité 2 correspondent aux montants retenus dans les comptes IFRS de l'Entreprise.

En raison de leur courte durée, maturité et de l'absence de flux d'intérêts attendus, les créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne présentent pas de variation de la valeur Solvabilité 2 suite au passage des valeurs IFRS aux valeurs Solvabilité 2 puisque les valeurs IFRS sont considérées comme une bonne estimation de la juste valeur.

Par ailleurs, tous les autres actifs (inclus dans le poste d'actifs « Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus ») sont comptabilisés à la juste valeur selon Solvabilité 2, mais par défaut, la valeur IFRS est maintenue. Cette catégorie d'actifs comprend principalement les comptes de régularisation et les autres produits à recevoir.

Autres actifs Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	13,4	15,7	- 2,3
Dépôts auprès des cédantes	17,0	17,0	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	238,9	238,9	-
Créances nées d'opérations de réassurance	7,0	7,0	-
Autres créances (hors assurance)	53,2	53,2	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59,0	59,0	-
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0,8	0,8	-
Total autres actifs	389,3	391,6	- 2,3

D.1.2. IMPOTS DIFFERES

Valorisation à des fins de solvabilité

Les impôts différés dans le cadre de la production du bilan Solvabilité 2 sont constitués uniquement des impôts différés calculés dans le cadre des retraitements spécifiques à la production des bilans prudentiels (soit principalement pour la mise en valeur de marché des actifs, des provisions techniques et de la marge pour risque).

BASE DE CALCUL

Les impôts différés sont calculés sur la base de l'écart entre les valeurs économiques attribuées aux actifs et passifs, et les valeurs imputées sur ces mêmes actifs et passifs à des fins fiscales.

Les retraitements du bilan Solvabilité 2 donnant lieu aux impôts différés sont les suivants :

- neutralisation des actifs incorporels ;
- neutralisation des frais d'acquisition reportés ;
- revalorisation des actifs financiers ;
- revalorisation des autres actifs et dettes ;
- revalorisation des participations ;
- revalorisation des dettes financières ;
- revalorisation des provisions techniques.

Pour tous les éléments pour lesquels la valeur diffère entre le bilan IFRS et le bilan Solvabilité II, un taux moyen d'imposition de 16%³ est appliqué.

Impôts différés Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Actifs d'impôts différés	5,8	2,0	3,8
(-) Passifs d'impôts différés	- 12,1	- 0,0	- 12,0
Net d'impôts différés	- 6,3	1,9	- 8,2

Au 31 décembre 2019, l'entité constate un impôt différé net passif ("IDNP") de – 6,3 m€.

Le détail par branche du calcul des impôts différés est le suivant :

Impôts différés Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Net d'impôts différés - Succursale Française	- 4,1	0,1	- 4,2
Net d'impôts différés - Succursale Irlandaise	0,2	0,2	0,0
Net d'impôts différés - Succursale Grecque	0,1	- 0,0	0,1
Net d'impôts différés - Succursale Belge	0,5	1,3	- 0,8
Net d'impôts différés - Succursale Luxembourgeoise	0,1	-	0,1
Net d'impôts différés - Succursale Espagnole	- 0,5	0,3	- 0,8
Net d'impôts différés - Succursale Portugaise	- 1,0	0,1	- 1,1
Net d'impôts différés - Succursale Allemande	- 1,5	- 0,0	- 1,4
Net d'impôts différés	- 6,3	1,9	- 8,2

³ Ce taux apparaît plus faible que les taux d'impôts standards dans les pays où opère Europ Assistance SA. Cet effet s'explique par le taux d'impôt spécifique sur les participations.

Le tableau ci-dessus présente la ventilation par périmètre et par succursale des impôts différés d'Europ Assistance SA. Les impôts différés d'Europ Assistance SA sont évalués pour chacun des périmètres fiscaux en utilisant les taux d'imposition applicable dans chacun des pays où opère Europ Assistance SA. Les impôts différés d'Europ Assistance SA sont la somme des impôts différés de chacun de ces pays. Ci-dessous sont décrits les taux généraux utilisés pour chaque pays.

Taux d'imposition retenus dans le bilan prudentiel	Taux général
Périmètre Français	34,0 %
Succursale Irlandaise	12,5 %
Succursale Grecque	29,0 %
Succursale Belge	29,6 %
Succursale Luxembourgeoise	25,7 %
Succursale Espagnole	25,0 %
Succursale Portugaise	25,5 %
Succursale Allemande	32,4 %

TEST DE RECOUVRABILITE

Les impôts différés à l'actif doivent faire l'objet d'un test de recouvrabilité qui vise à montrer que des bénéfices suffisants seront disponibles à l'avenir pour absorber le crédit d'impôt. Que ce soit dans le bilan ou dans le calcul du SCR, un IDA ne peut être reconnu que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel l'IDA peut être utilisé. Afin de tester cette recouvrabilité, il faut prendre en compte les exigences légales ou réglementaires sur les délais relatifs au report de pertes fiscales inutilisées / crédits.

Le test de recouvrabilité est en général réalisé sur la position nette d'impôts différés (actifs – passifs). Cette approche suppose une nature et une exigibilité similaires entre le stock d'actifs et de passifs d'impôts différés.

La justification du stock initial des impôts différés est documentée dans le cadre de l'arrêté des comptes statutaires.

Europ Assistance SA étant en situation d'IDP net pour cette période, le test de recouvrabilité n'a pas été effectué cette année.

D.2. PROVISIONS TECHNIQUES

Au 31 décembre 2019, les provisions techniques aux bilans IFRS et Solvabilité 2 d'Europ Assistance SA se décomposent comme suit :

Provisions techniques Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	13,4	15,7	- 2,3
Total des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	13,4	15,7	- 2,3
Provisions techniques IFRS		410,4	
Meilleure estimation	332,5		
Marge de risque	8,7		
Total des provisions techniques	341,3	410,4	- 69,1

La valorisation à des fins de solvabilité des provisions techniques consiste en :

- La détermination de la meilleure estimation des provisions pour sinistres brutes de réassurance ;
- La détermination de la meilleure estimation des provisions de primes brutes de réassurance ;

- Le calcul des provisions techniques cédées à leur meilleure estimation
- Le calcul de la marge de risque.

D.2.1. BEST ESTIMATE (« BE ») DES PROVISIONS

Provisions techniques Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance - primes	5,0	6,8	- 1,8
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance - sinistres	8,4	8,9	- 0,5
Total des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	13,4	15,7	- 2,3
Provisions techniques IFRS - primes		227,3	
Provisions techniques IFRS - sinistres		162,1	
Provisions techniques IFRS - autres		21,0	
Meilleure estimation - primes	158,1		
Meilleure estimation - sinistres	174,4		
Marge de risque	8,7		
Total des provisions techniques	341,3	410,4	- 69,1

Les provisions brutes de réassurance dans le bilan IFRS (410,4 m€) sont ventilées en :

- 227,3 m€ de provisions de primes (Provision Pour Primes Non Acquisées) ;
- 162,1 m€ de provisions de sinistres (Provision Pour Sinistres A Payer, IBNR et Provision pour Frais de Gestion des Sinistres) ;
- 21,0 m€ d'autres provisions techniques (principalement la provision pour participation aux bénéfices).

A l'actif du bilan IFRS, 37,2 m€ de Frais d'Acquisition Reportés sont comptabilisés. Ces frais ne sont pas reconnus dans le bilan prudentiel. Le profit attendu dans les provisions techniques net de réassurance est de 66,8 m€ (69,1 m€ – 2,3 m€) avant élimination des Frais d'Acquisition Reportés. Ce profit s'établit à 29,6 m€ après élimination des Frais d'Acquisition Reportés.

BEST ESTIMATE (« BE ») DES PROVISIONS – POUR SINISTRES BRUTS DE REASSURANCE

Données

De façon à prendre en compte la diversité des contrats commercialisés par EA S.A et par ses succursales, un regroupement des garanties pour chaque périmètre / succursale par Groupes de Risques Homogènes (GRH) sert de maille de calcul pour le BE de provisions pour sinistres.

L'évaluation du BE des provisions de sinistres est effectuée dans les outils du Groupe Generali.

Méthode de calcul

Les principales étapes de l'évaluation du BE de provisions pour sinistres sont les suivantes :

- Evaluation des provisions pour sinistres sans marge de prudence (Undiscounted Best Estimate of Liabilities - « UBEL »), en s'appuyant sur la méthode de Chain Ladder ;
- Projection des sinistres futurs et des frais futurs, par application des cadences à la provision pour sinistres sans marge de prudence ;
- Actualisation des cashflows futurs en appliquant la courbe des taux pertinente (courbe de taux sans risque EIOPA avec Volatility Adjustment ("VA") au 31 décembre 2019).

Chiffres en m€	Provision de sinistres brutes de réassurance	Marge de prudence (Reserve Adequacy)
Périmètre français	45	3
Succursale irlandaise	70	-1
Succursale grecque	0	0
Succursale espagnole	24	0
Succursale belge	5	1
Succursale allemande	12	3
Succursale portugaise	7	2
Succursale luxembourgeoise	0	0
TOTAL	162	8

Le tableau ci-dessus présente les résultats des évaluations actuarielles effectuées par la fonction actuarielle d'Europ Assistance SA au 31 décembre 2019. La marge de prudence (reserve adequacy) dans les provisions pour sinistres du bilan IFRS est estimée à 8 m€. Des éléments plus détaillés sont présentés dans le rapport actuariel d'Europ Assistance SA. Par conséquent, la meilleure estimation des provisions de sinistres brutes de réassurance avant actualisation est de 154 m€. Les autres provisions techniques (bilan IFRS) pour un montant de 21 m€ sont incluses dans la meilleure estimation des provisions de sinistres.

Au 31 décembre 2019, la meilleure estimation des provisions pour sinistres brutes de réassurance est de 174,4 m€ (y compris les autres provisions techniques du bilan IFRS).

BEST ESTIMATE (« BE ») DES PROVISIONS - POUR PRIMES BRUTES DE REASSURANCE

Données

L'évaluation du Best Estimate de primes a été effectuée par périmètre / succursale et par ligne d'activités Solvabilité 2.

Méthode de calcul

Les principales étapes de calcul du BE de primes sont les suivantes :

- Evaluation du montant des sinistres (« UBEL ») associés aux provisions pour primes non acquises sur la base d'un ratio S/P brut de réassurance ;
- Prise en compte de l'évaluation du BE des primes futures ;
- Projection des paiements futurs associés à ces sinistres, en utilisant les cadences de liquidation. Les cadences de liquidation utilisées pour projeter le montant des sinistres futurs sont les mêmes que pour le BE de sinistres ;
- Evaluation des frais futurs associés à ces contrats et ces sinistres futurs ;
- Actualisation des cashflows en appliquant la courbe de taux sans risque EIOPA avec Volatility Adjustment (VA) au 31 décembre 2019.

Chiffres en m€	Primes acquises nettes 2019	Ratio S/P net exercice courant 2019	Ratio Combiné exercice courant hors coût d'acquisition	Provision pour Primes non Acquises nettes de réassurance	Ratio Combiné net de réassurance retenu BE primes
Périmètre français	286	67%	70%	66	67%
Succursale irlandaise	191	64%	67%	35	59%
Succursale grecque	9	83%	103%	2	100%
Succursale espagnole	158	63%	75%	49	76%
Succursale belge	67	63%	77%	35	74%
Succursale allemande	52	60%	70%	9	69%
Succursale portugaise	52	85%	91%	24	82%
Succursale luxembourgeoise	1	30%	47%	1	100%
TOTAL	816	66%	72%	220	72%

Le tableau ci-dessus montre que le ratio combiné agrégé utilisé dans le BE des primes a moins d'1 point d'écart avec le ratio combiné (hors coût d'acquisition) du compte de résultat 2019. L'écart de ratio combiné avec le compte de résultat s'explique par la différence de mix portefeuille par ligne d'activités Solvabilité II entre les primes acquises du compte de résultat et les provisions de primes du bilan IFRS.

Au 31 décembre 2019, la meilleure estimation des provisions de primes nette de réassurance s'établit à 153.1 m€ (158,1 m€ brute de réassurance – 5,0 m€ part des réassureurs). La meilleure estimation contient 6.0 m€ de profit attendu au titre des primes futures. Hors primes futures la meilleure estimation des provisions de primes est de 159.1 m€. Le produit entre les provisions pour primes non acquises nettes de réassurance et brute de frais d'acquisition reportés (220 m€) et du ratio combiné (72%) est de 158.4 m€. L'écart entre 158.4 m€ et 159.1 m€, i.e. la meilleure estimation des provisions de primes avant primes futures, s'explique principalement par l'actualisation des provisions.

BEST ESTIMATE TECHNICAL PROVISIONS – POUR BE CEDE

Les principales étapes du calcul du BE cédé des provisions de sinistres sont les suivantes :

- Pour chaque groupe de risque et chaque période d'origine, l'UBEL net de réassurance est calculé en utilisant une approche simplifiée proportionnelle ;
- L'UBEL cédé est obtenu par différence de l'UBEL brut et l'UBEL net ;
- Evaluation de l'ajustement pour défaut de contrepartie ;
- Actualisation de la somme des cashflows futurs en appliquant la courbe de taux sans risque EIOPA avec Volatility Adjustment (VA) au 31 décembre 2019.

Les principales étapes du calcul du BE cédé des provisions de primes sont les suivantes :

- Evaluation du montant des sinistres (« UBEL ») associés aux provisions pour primes non acquises sur la base d'un ratio S/P net de réassurance ;
- Projection des paiements futurs associés à ces sinistres, en utilisant les cadences de liquidation. Les cadences de liquidation utilisées pour projeter le montant des sinistres futurs sont les mêmes que pour le BE de sinistres ;
- Evaluation des frais futurs associés à ces contrats et ces sinistres futurs ;
- L'UBEL cédé est obtenu par différence de l'UBEL brut et l'UBEL net ;
- Evaluation de l'ajustement pour défaut de contrepartie ;
- Actualisation de la somme des cashflows futurs en appliquant la courbe de taux sans risque EIOPA avec Volatility Adjustment (VA) au 31 décembre 2019.

D.2.2. SENSIBILITES

CORRECTION POUR VOLATILITE

La correction pour volatilité a été prise en compte dans le calcul des provisions techniques à leur meilleure estimation d'Europ Assistance SA.

Les variations des provisions techniques, fonds propres et du capital de solvabilité requis (SCR) dues à la correction pour volatilité sont présentées dans le tableau suivant :

Chiffres en m€	Avec VA	Sans VA	Variation	%
Provisions techniques brutes	341,3	341,6	0,3	0,10%
Fonds propres	291,1	290,8	-0,3	-0,10%
SCR	193,5	193,7	0,2	0,09%

D.2.3. MARGE DE RISQUE

La marge de risque est calculée selon une approche coût du capital qui consiste à multiplier les cashflows futurs actualisés du SCR projeté par le taux du coût du capital.

En adoptant le niveau 3 des simplifications proposées dans les spécifications de la Solvabilité 2, le SCR global a été projeté en utilisant les cadences du Best Estimate de Europ Assistance SA.

La marge de risque s'élève à 8,7 M€ en fin 2019.

D.3. AUTRES PASSIFS

Valorisation à des fins de solvabilité

La valeur IFRS des autres dettes est en général maintenue dans le bilan prudentiel.

Au 31 décembre 2019, la valeur du passif subordonné est ré-évaluée pour 1.1 M€. Cette réévaluation s'explique par la mise en valeur de marché de l'emprunt subordonné intragroupe d'Europ Assistance SA.

Autres passifs Chiffres en m€	Bilan prudentiel	Bilan IFRS	Ecart
Passifs éventuels	-	-	-
Provisions autre que les provisions techniques	4,9	4,9	-
Provisions pour retraite	7,2	7,2	-
Dépôts des réassureurs	5,7	5,7	-
Produits dérivés	-	-	-
Dettes envers des établissements de crédit	-	-	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	1,9	1,9	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	100,1	100,1	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	8,2	8,2	-
Autres dettes (hors assurance)	51,4	51,4	-
Passifs subordonnés	21,1	20,0	1,1
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	3,5	3,5	-
Total Autres passifs	204,0	202,8	1,1

D.4. METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Europ Assistance SA n'applique pas de méthodes de valorisation alternatives.

D.5. AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante n'a été identifiée par Europ Assistance SA.

E. Gestion du capital

E.1. FONDS PROPRES

E.1.1. OBJECTIFS, POLITIQUES ET PROCEDURES

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE GESTION DU CAPITAL

La planification et la gestion des fonds propres sont un élément essentiel de la planification stratégique. L'objectif de la politique de gestion du capital consiste donc à fournir à Europ Assistance SA un cadre conçu pour la revue et la classification périodique de ses fonds propres dans le but de garantir que ces derniers respectent les exigences de capital à l'émission, et par la suite :

- aligner l'émission de fonds propres avec le plan moyen terme du capital et le plan stratégique ; cela pour garantir les termes et conditions de manière claire sans ambiguïté, y compris des cas dans lesquels la distribution d'un élément de fonds propres peut être reporté ou annulé ;
- s'assurer que toute politique de distribution des dividendes soit prise en compte dans l'analyse du capital ;
- établir des principes et des normes communes pour mener à bien ces activités de manière efficace, en accord avec les exigences réglementaires et le cadre défini par le Groupe Generali et par Europ Assistance SA au niveau local ; et en ligne également avec le cadre d'appétit au risque et la stratégie du Groupe Generali.

PLAN DE GESTION DU CAPITAL

Le Plan de Gestion du Capital (PGC) a été réalisé en novembre 2019 et approuvé par le Conseil d'Administration d'Europ Assistance SA. Le Plan de Gestion du Capital fait partie du plan triennal de l'entité et inclut une évaluation quantitative détaillée de l'évolution prévue des fonds propres et du ratio de solvabilité (basée sur les derniers chiffres disponibles) entre l'année en cours et la dernière année du plan.

Le plan de gestion du capital doit être cohérent avec les orientations stratégiques d'Europ Assistance SA. Ce plan est en conformité avec les hypothèses du plan triennal, et notamment :

- les scénarios financiers ;
- la stratégie d'allocation d'actif ;
- le mix d'activité.

Les Fonds Propres et le Capital de Solvabilité Requis (SCR) sont calculés/projetés en accord avec les hypothèses du plan stratégique. Le dividende proposé est le dividende généré dans l'année (en général versé l'année suivante). Pour toutes les années du Plan, le Capital de Solvabilité Requis (SCR) est maintenu au-dessus de la soft limite du Groupe Generali (130%).

Le Directeur Financier est en charge de soutenir tout le processus d'élaboration du plan stratégique, de la phase de fixation des objectifs, jusqu'à la surveillance des processus.

Dans le cas d'une variation significative des fonds propres, le plan triennal doit être resoumis au board d'Europ Assistance SA.

L'évaluation prospective des risques propres (à travers le processus ORSA) fournit les projections de SCR, cohérentes avec les hypothèses du plan, qui sont à inclure dans le Plan de Gestion du Capital. Ce dernier est défini en tenant compte des limites et tolérances fixées dans le cadre de l'appétit au risque.

Par ailleurs, le rapport ORSA peut tirer parti des résultats du Plan de Gestion du Capital afin de vérifier et de s'assurer que les Fonds Propres éligibles permettent de couvrir le besoin global en solvabilité sur la base des hypothèses du plan.

E.1.2. STRUCTURE, MONTANT ET QUALITE DES FONDS PROPRES

Les Fonds Propres éligibles à la couverture de l'exigence de solvabilité requis sont dérivés du bilan prudentiel Solvabilité 2. Ces derniers correspondent à la somme des Fonds Propres de base (tels que définis par l'article 88 de la Directive) et des Fonds Propres auxiliaires (tels que définis par l'article 89 de la Directive). Les Fonds Propres de base se définissent comme étant la somme :

- de l'excédent d'actifs par rapport aux passifs, issu du bilan prudentiel ;
- des dividendes prévisionnels ;
- et des passifs subordonnés répondant aux critères d'éligibilité de Solvabilité II.

Sur la période de référence, les fonds propres Solvabilité 2 de l'entité s'établissent comme suit :

Ratio de Solvabilité (en m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Fonds propres éligibles	291,1	177,5	113,6	64,0%
Capital de solvabilité requis	193,5	137,2	56,3	41,1%
Surplus de fonds propres	97,6	40,3	57,3	142,2%
Solvency 2 Ratio	150,4%	129,4%	21,1 p.p.	21,1 p.p.

Au 31 décembre 2019, les fonds propres éligibles s'établissent à 291 M€. Par rapport à l'année dernière, les fonds propres éligibles ont augmenté (+64%).

Les fonds propres éligibles 2019 ont bénéficié de l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA. Aucun dividende n'est prévu en 2020 au titre de l'exercice 2019.

E.1.3. CLASSIFICATION DES FONDS PROPRES

Toutes les ressources financières de l'entité ne permettent pas une absorption totale des pertes que ce soit en cas de liquidation ou en cas de continuité de son exploitation.

En conséquence, la Directive Solvabilité 2 prévoit que les éléments de fonds propres soient classés selon leur capacité à absorber les pertes.

Ainsi, les fonds propres sont classés selon trois niveaux (respectivement Tier 1, Tier 2 et Tier 3), en fonction de la qualité des éléments de fonds propres (en particulier, fonds propres de base ou fonds propres auxiliaires) et de leur disponibilité pour absorber les pertes :

- Tier 1 – correspond aux éléments de fonds propre de base, immédiatement disponibles et mobilisables ;
- Tier 2 – comprend les éléments de fonds propre moins facilement mobilisables, mais dont la totalité est utilisable ;
- Tier 3 – comprend les fonds de base ne pouvant pas être classés dans les niveaux précédents ainsi que les fonds propres auxiliaires.

Seuls les éléments répondant aux critères d'éligibilité applicables à chacun des niveaux peuvent prétendre à la couverture du capital de solvabilité requis (SCR) et au minimum de capital requis (MCR). Par ailleurs, des exigences ou limites quantitatives d'éligibilité sont fixées, pour chaque niveau de fonds propres.

Les fonds propres Solvabilité 2 d'Europ Assistance S.A, éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis (SCR) et au minimum de capital requis (MCR) s'établissent comme suit, au 31 décembre 2019 :

Fonds Propres Solvabilité 2 (en m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Capital en actions ordinaires	46,9	35,4	11,5	32,6%
Primes d'émission liées au capital social ordinaire	54,9	11,9	43,0	361,7%
Dettes subordonnées	21,1	20,0	1,1	5,6%
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	0,8	-	0,8	n.a.
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de solvabilité 2 (-)	(0,4)	-		
Réserve de réconciliation	167,6	110,1	57,5	52,2%
Total Fonds propres éligibles	291,1	177,5	113,6	64,0%

* Réserve de réconciliation E.1.7

Les fonds propres Solvabilité d'Europ Assistance SA classés par niveaux de qualité s'établissent comme suit, au 31 décembre 2019 :

Fonds Propres Solvabilité 2 (en m€)	Total	Tier 1	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	46,9	46,9	0,0	0,0
Primes d'émission liées au capital social ordinaire	54,9	54,9	0,0	0,0
Dettes subordonnées	21,1	0,0	21,1	0,0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	0,8	0,0	0,0	0,8
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de solvabilité 2	-0,4	-0,4		
Réserve de réconciliation	167,6	167,6	0,0	0,0
Total Fonds propres éligibles	291,1	269,1	21,1	0,8

La répartition des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR et le MCR est indiquée dans le tableau suivant :

Fonds propres éligibles (en m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	291,1	177,5	113,6	64,0%
(-) Non éligibilité du Tier 2 pour couvrir le MCR	(3,7)	(7,7)	4,0	-51,5%
(-) Non éligibilité du Tier 3 pour couvrir le MCR	(0,8)	-	(0,8)	n.a.
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	286,5	169,8	116,7	68,7%

Les fonds propres de Tier 2 éligibles pour couvrir le MCR sont limités à 20% du MCR. Par conséquent 3,7 M€ de ces fonds propres ne sont pas éligibles au 31 décembre 2019. Le montant de fonds propres éligibles pour couvrir le MCR s'établit à 286,5 M€ au 31 décembre 2019. Il y a également 0,8 M€ de fonds propres de Tier 3 qui ne sont pas éligibles pour la couverture du MCR.

E.1.4. FONDS PROPRES AUXILIAIRES

Europ Assistance SA ne détient pas de fonds propres auxiliaires au sens de la directive Solvabilité 2.

E.1.5. DEDUCTIONS ET RESTRICTIONS

Au 31 décembre 2019, Europ Assistance SA a un emprunt subordonné dans les fonds propres Solvabilité 2 pour 21,1 m€.

E.1.6. MECANISME D'ABSORPTION DES PERTES

Aucun des éléments de fonds propres de niveau 1 de l'Entreprise ne correspond aux éléments visés à l'article 69, point a), iii) et v) et point b).

E.1.7. RESERVE DE RECONCILIATION

Les fonds propres Solvabilité 2 correspondent à une différence entre un actif et un passif évalués en valeur économique, et la réserve de réconciliation (positive ou négative et classée en Tier 1) en assure la cohérence.

En d'autres termes, la réserve de réconciliation correspond à la différence entre l'actif net du bilan Solvabilité 2 et les éléments de capital « pur » selon les règles IFRS, lesquels pour Europ Assistance SA correspondent au capital social y compris primes d'émission.

Elle a vocation à enregistrer, au sein des fonds propres, l'impact des différences d'évaluation liées au passage du référentiel comptable au référentiel Solvabilité 2.

Ainsi, à fin 2019, la réserve de réconciliation d'Europ Assistance SA s'élève à 167,6 M€.

Réserve de réconciliation (in m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Excédent des actifs par rapport aux passifs	270,3	157,4	112,9	71,7%
Actions propres (détenues directement et indirectement) (-)	-	-	-	n.a.
Dividendes prévisionnels (-)	-	-	-	n.a.
Autres éléments de fonds propres de base (-)	(102,7)	(47,3)	(55,4)	117,1%
Réserve de réconciliation	167,6	110,1	57,5	52,2%

E.2. PASSAGE SYNTHETIQUE DES FONDS PROPRES IFRS AUX FONDS PROPRES SOLVABILITE 2

Les principales différences entre les Fonds Propres IFRS et les Fonds Propres Solvabilité 2 proviennent des méthodes d'évaluation adoptées, conformément aux exigences réglementaires relatives à Solvabilité II et définies par les Guidelines du Groupe Generali, notamment en ce qui concerne :

- L'annulation des actifs incorporels ;
- La mise en valeur de marché des placements (incluant les participations évaluées selon l'adjusted equity method: quote-part de l'excédent des actifs par rapport aux passifs (conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité 2) ;
- La meilleure estimation des passifs ;
- La marge de risque ;
- La dette subordonnée ;
- La déduction du dividende prévisionnel.

La réconciliation entre les fonds propres présentés dans les comptes IFRS et les fonds propres Solvabilité 2 se présente comme suit :

Passage des fonds propres IFRS aux fonds propres prudentiels (en m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Fonds propres IFRS	230,4	137,3	93,1	67,8%
Annulation des actifs incorporels	(1,7)	(0,3)	(1,4)	417,9%
Retraitement des actifs financiers	21,3	16,1	5,2	32,3%
Retraitement des provisions techniques*	29,6	8,6	21,0	243,1%
Autres réajustements (principalement les dettes financières et subordonnées)	(1,1)	(1,2)	0,1	n.a.
Ajustement pour impôts différés	(8,2)	(3,1)	(5,1)	168,3%
Excédent d'actifs par rapport aux passifs	270,3	157,4	112,9	71,7%
Dividendes prévisionnels	0,0	0,0	0,0	n.a.
Excédent d'actifs par rapport aux passifs net de dividendes prévisionnels	270,3	157,4	112,9	71,7%
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	21,1	20,0	1,1	5,6%
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de solvabilité 2 (-)	(0,4)	-	(0,4)	n.a.
Total des fonds propres éligibles	291,1	177,5	113,6	64,0%

*Incluant l'annulation des frais reportés

L'évolution de l'excédent d'actifs par rapport aux passifs est davantage détaillée dans le sous-chapitre D.

E.3. CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

E.3.1. INFORMATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES SUR LE SCR ET MCR

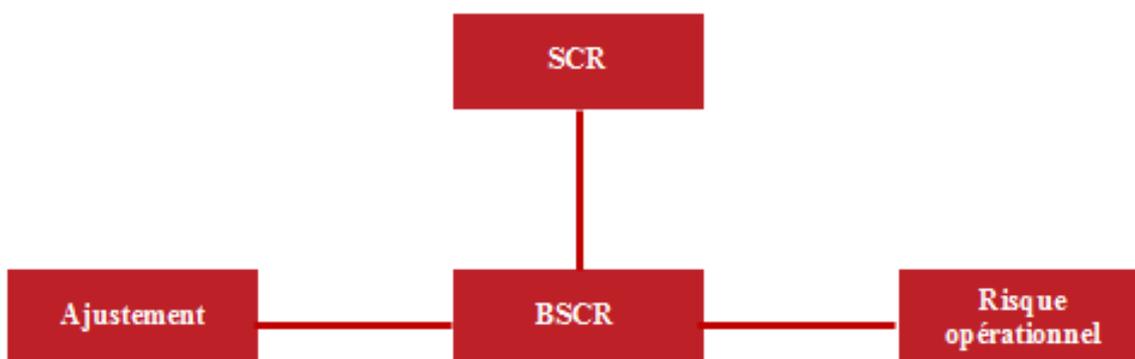
CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS (SCR)

Le capital de solvabilité requis (SCR) représente le capital économique indispensable à l'entreprise d'assurance pour exercer son activité et assurer sa pérennité. Il correspond au montant nécessaire pour faire face aux risques les plus importants et limiter la probabilité de ruine à une fois tous les 200 ans (d'où un seuil de confiance à 99,5%). Calculé selon les instructions EIOPA par l'intermédiaire de la formule standard, il permet de garantir que tous les risques quantifiables auxquels l'entité est exposée soient pris en considération, selon une approche modulaire.

Le SCR est déterminé comme l'impact des contraintes réglementaires sur les fonds propres de base (BOF). Le BOF est défini comme la différence entre la valeur de marché des actifs et de la valeur de marché des passifs.

Conformément à la réglementation, le montant du SCR doit être couvert par un montant équivalent de fonds propres éligibles. Il est calculé annuellement, suivi en continu par l'entreprise et recalculé dès que le profil de risque varie sensiblement.

Le diagramme ci-dessous nous décrit la structure de calcul du capital de solvabilité requis :



Le capital de solvabilité requis est calculé comme la somme des éléments suivants :

- le capital de solvabilité requis de base (BSCR) ;
- l'exigence de capital pour risque opérationnel (SCROp) ;
- l'ajustement de la capacité d'absorption des pertes (Adj).

$$\text{SCR} = \text{BSCR} + \text{Adj} + \text{SCROp}$$

Où :

BSCR: regroupe le capital requis pour couvrir au minimum les grandes catégories de risque de la formule standard. Défini par l'article 87 du règlement délégué, il est calculé comme l'agrégation des besoins en capital pour l'ensemble des risques auxquels la compagnie est exposée avec une matrice de corrélation.

Chaque module de risque est calibré sur la base d'une mesure de la valeur en risque (value at risk), avec un niveau de confiance de 99,5 % à l'horizon d'un an.

Adj: reflète la compensation potentielle de pertes non anticipées par une baisse simultanée :

- des provisions techniques;
- des impôts différés;
- d'une combinaison des deux.

La réglementation vise ainsi à ajuster l'exigence de capital totale (c'est-à-dire le capital de solvabilité requis) en tenant compte de la capacité d'absorption de pertes des provisions techniques et des impôts différés.

SCRop : est le besoin en capital relatif au risque opérationnel. Cette exigence est prévue par l'article 107 de la directive Solvabilité 2 et transposée dans l'article R.352-8 du Code des assurances qui précise que « l'exigence de capital pour risque opérationnel reflète les risques opérationnels, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas déjà pris en considération » dans les autres modules du SCR. Le SCR du risque opérationnel ne pourra pas être supérieur à 30% du capital de solvabilité requis de base (BSCR).

Le capital de solvabilité requis pour Europ Assistance SA se décompose de la manière suivante (en m€):

Chiffres en m€	2019	2018	Variation (en m€)	Variation %
SCR Marché	37,9	18,2	19,7	108,2%
SCR Défaut	42,5	35,0	7,6	21,6%
SCR Non-Vie	180,3	119,5	60,7	50,8%
SCR Santé	11,6	0,5	11,2	2463,8%
Basic Solvency Capital Requirement comme une somme	272,3	173,2	99,1	57,3%
Diversification	-52,7	-26,7	-26,0	97,1%
Basic Solvency Capital Requirement (BSCR)	219,6	146,4	73,2	50,0%
Risque Opérationnel	26,0	17,0	9,0	53,2%
Adj DT*	-52,2	-26,2	-25,9	98,8%
Solvency Capital Requirement Global	193,5	137,2	56,3	41,1%

* Ajustement de la capacité d'absorption des pertes par l'impôt

Le tableau ci-dessus montre l'évolution du capital réglementaire d'Europ Assistance SA. Ce SCR comprend l'utilisation d'un USP (Undertaking Specific Parameter) pour le risque de primes.

Chiffres en m€	2019	2018	Variation	Variation %
Fonds propres disponibles/Eligibles	291,1	177,5	113,6	64%
Ratio de Solvabilité	150,4%	129,4%	+21 p.p.	+21 p.p.

Au 31 décembre 2019 le Ratio de Solvabilité d'Europ Assistance SA a augmenté de 21 p.p. à 150,4 % contre 129,4 % à fin 2018.

Cette évolution du ratio résulte principalement des faits suivants :

- SCR : une hausse de +56,3 M€ observée qui peut se décomposer en :
 - une hausse correspondant à l'expansion du périmètre Europ Assistance SA par l'ajout de 5 nouveaux portefeuilles (Belgique, Luxembourg, Allemagne, Espagne et Portugal) pour 25 M€ de SCR global supplémentaire,
 - la hausse organique provenant de l'évolution des volumes entre les deux périodes, et notamment de la croissance soutenue de l'activité, pour 31 M€ de SCR global supplémentaire

Impact ajout des 5 portefeuilles	SCR global (en m€)	Variation (en m€)	Variation (en %)
0 - Y18	137,2		
1 - Ajout des 5 succ.	205,9	+68,7	50%
2 - Effets diversification	162,2	-43,7	-21%



	<i>Non-Vie</i>	-23,8	
	<i>Défaut</i>	-5,9	
	<i>Marché</i>	-6,5	
	<i>Div globale</i>	-7,5	
3- Mise à jour YE19	193,5	+31,3	19%

Comme principaux mouvements observés sur le portefeuille (hors nouveaux périmètres) :

- L'acquisition d'un acteur de l'assurance voyage aux USA qui entraîne une hausse des acceptations d'Europ Assistance SA générant ainsi une hausse du SCR global de 10,8 m€ ;
 - la croissance de l'activité, notamment sur le segment « Pertes pécuniaires diverses », qui entraîne une hausse du SCR de 21,8 m€ ;
 - une augmentation des créances à l'actif du bilan, à la suite de cette croissance de l'activité, et qui entraîne une hausse de 7,3 m€ du SCR défaut (équivalent à 4,7 m€ du SCR global) ;
 - une hausse du SCR Marché de 6,7 m€ (équivalent à 2,8 m€ du SCR global) principalement lié à une hausse des volumes d'actifs de la compagnie et des expositions nettes en devises ;
 - Une baisse globale du SCR de -8,9 m€ provenant de la hausse de l'ajustement pour impôts différés sur le périmètre.
- Fonds propres : La hausse des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR (+ 113,6 m€) pour s'établir à 291,1 M€ s'explique principalement l'expansion du périmètre d'Europ Assistance SA en 2019 et par le résultat de l'année 2019 pour chacun de ces périmètres.

MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR)

Prévue par l'article 129 de la directive, la méthode du calcul du MCR repose sur une fonction linéaire qui utilise les variables suivantes :

- provisions techniques;
- primes souscrites;
- capital sous risque;
- impôts différés;
- dépenses administratives.

Les variables utilisées sont mesurées déduction faite de la réassurance.

Le MCR (Minimum Capital Requis) est le capital minimal que l'assureur doit détenir en permanence, et en-dessous duquel les ressources financières de l'entreprise deviennent insuffisantes.

Son calcul est effectué en 3 étapes :

- application d'une formule linéaire simple et facilement auditable en fonction des primes et des provisions techniques nettes de réassurance pour obtenir le MCR linéaire;
- retraitement éventuel du MCR linéaire pour qu'il soit compris entre 25% et 45% du SCR afin d'aboutir au MCR combiné;
- application d'un plancher absolu dépendant de l'activité pour obtenir le MCR final.

Son calcul est défini par l'article 249 du règlement délégué 2015/35 :

$$\text{MCR} = \max(\text{MCR combined}; \text{AMCR})$$

Où :

MCR combined = est égale à la somme du MCR linéaire non-vie correspondant à une mesure du volume du BE net de réassurance ainsi que des primes non-vies nettes de réassurance,

AMCR = plancher absolu du MCR.

Les fonds propres éligibles dont disposent Europ Assistance SA pour couvrir son MCR sont présentés ci-dessous :

Couverture du MCR (en m€)	YE 2019	YE 2018	Variation	Variation %
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	286,5	169,8	116,7	68,7%
MCR	87,1	61,7	25,3	41,1%
Surplus (pour le MCR)	199,4	108,1	91,4	84,6%
Ratio de couverture (pour le MCR)	329,0%	275,0%	54,0 p.p.	54,0 p.p.

Conformément au tableau ci-dessus, le niveau actuel des fonds propres d'Europ Assistance SA couvre largement le MCR avec un ratio de couverture à 329%.

UTILISATION DE PARAMETRES SPECIFIQUES PROPRES A L'ENTREPRISE

La directive Solvabilité 2 impose à l'entité de disposer d'un capital économique proportionnel aux risques qu'elle encourt. Ainsi, l'entité doit veiller à ce que le profil de risque soit correctement évalué et surveillé afin d'allouer les ressources nécessaires pour faire face à l'ensemble des risques identifiés.

Europ Assistance SA estime que l'écart type préconisé par la formule standard pour le risque de prime est inadéquat avec le profil de risque réel du segment assistance. Ainsi, elle a recours à l'utilisation de paramètres spécifiques (ou Undertaking Specific Parameter – USP), pour recalibrer le paramètre de volatilité qui modélise le risque de prime, le risque de réserve étant maintenu en formule standard.

Cette méthode offre la possibilité à l'entité de présenter une meilleure estimation de ses risques encourus et de réaliser un calibrage des besoins en fonds propres plus ajusté à la réalité.

Le tableau ci-dessous présente le ratio de solvabilité avec et sans impact USP :

	Ratio de Solvabilité avec impact USP	Ratio de Solvabilité sans impact USP
Couverture du SCR	150%	104%

E.4. UTILISATION DU SOUS MODULE « RISQUE ACTION FONDE SUR LA DUREE » DANS LE CALCUL DU SCR

Cette section n'est pas applicable à Europ Assistance SA, puisqu'elle n'utilise pas ce sous-module dans le calcul de son capital de solvabilité requis.

E.5. DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE

Non applicable. Europ Assistance SA applique la formule standard.

E.6. MANQUEMENT AU SCR ET MCR

E.6.1. MANQUEMENT AU SCR

Le niveau actuel des fonds propres de l'entité permet de couvrir intégralement le capital de solvabilité requis.

E.6.2. MANQUEMENT AU MCR

Le niveau actuel des fonds propres d'Europ Assistance SA permet de couvrir intégralement le MCR.

E.7. AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information n'a été identifiée par Europ Assistance SA

Annexes

S.02.01.02 – BILAN

K EUR

S.02.01.02

Bilan

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actif		
Actif intangible	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	5.802
Excédent du régime de retraite	R0050	0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	3.045
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	426.200
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	37.250
<i>Actions</i>	<i>R0100</i>	<i>4.442</i>
Actions - cotées	R0110	4.442
Actions - non cotées	R0120	
<i>Obligations</i>	<i>R0130</i>	<i>317.000</i>
Obligations d'État	R0140	162.688
Obligations d'entreprise	R0150	154.311
Titres structurés	R0160	
Titres garantis	R0170	
Organismes de placement collectif	R0180	21.744
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	45.759
Autres investissements	R0210	6
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	3.236
Avances sur police	R0240	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	12
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	3.224
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	13.414
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	13.414
Non-vie hors santé	R0290	13.149
Santé similaire à la non-vie	R0300	265
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	
Santé similaire à la vie	R0320	
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	17.006
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	238.914
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	7.023
Autres créances (hors assurance)	R0380	53.161
Actions auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	59.031
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	777
Total de l'actif	R0500	827.609

		Valeur Solvabilité II
Passif		
Provisions techniques non-vie	R0510	341.285
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	320.963
provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	312.658
Marge de risque	R0550	8.304
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	20.323
provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	19.878
Marge de risque	R0590	445
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	
Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	
provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	
Marge de risque	R0680	
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	
Marge de risque	R0720	
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	4.867
Provisions pour retraite	R0760	7.177
Dépôts des réassureurs	R0770	5.746
Passifs d'impôts différés	R0780	12.054
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	1.890
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	100.064
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	8.194
Autres dettes (hors assurance)	R0840	51.382
Passifs subordonnés	R0850	21.139
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	21.139
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	3.498
Total du passif	R0900	557.296
Excédent d'actif sur passif	R1000	270.313

S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITE

K EUR
S.05.01.02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)										
		Assurance des frais medicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C010	C020	C030	C040	C050	C060	C070	C080	C090
Primes émises										
Brut - Affaires directes	R0110	49.753	1.688	0	0	8.986	0	0	498	0
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0120	8.013	0	0	0	15.137	0	0	0	0
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0130									
Part des réassureurs	R0140	2.058	0	0	0	1.812	0	0	0	0
Net	R0200	55.708	1.688			22.310			498	
Primes acquises										
Brut - Affaires directes	R0210	50.056	1.708	0	0	7.630	0	0	507	0
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0220	7.995	0	0	0	13.303	0	0	0	0
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0230									
Part des réassureurs	R0240	2.041	0	0	0	1.329	0	0	0	0
Net	R0300	56.009	1.708			19.604			507	
Claims incurred										
Brut - Affaires directes	R0310	20.677	391	0	0	3.600	0	0	23	0
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0320	3.016	0	0	0	4.770	0	0	0	0
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0330									
Part des réassureurs	R0340	-594	0	0	0	1.679	0	0	0	0
Net	R0400	24.287	391			6.691			23	
Variation des autres provisions techniques										
Brut - Affaires directes	R0410	12	0	0	0	12	0	0	0	0
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0420	154	0	0	0	-8	0	0	0	0
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0430									
Part des réassureurs	R0440	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Net	R0500	167				4				
Dépenses engagées	R0550	28.804	252			9.679			149	
Autres dépenses	R1200									
Total des dépenses	R1300									

Europ Assistance SA – Gestion du capital

K EUR
S.05.01.02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance de protection juridique C100	Assistance C110	Pertes pécuniaires diverses C120	Santé C130	Accidents C140	Assurance maritime, aérienne et transport C150	Biens C160	
Primes émises									
Brut - Affaires directes	R0110	185	295.417	147.172					503.699
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0120	7.414	166.696	158.257					355.517
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0130				0	0	0	1.705	1.705
Part des réassureurs	R0140	0	16.202	10.928	0	0	0	868	31.868
Net	R0200	7.599	445.912	294.501				837	829.053
Primes acquises									
Brut - Affaires directes	R0210	206	294.252	145.452					499.812
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0220	7.550	163.125	152.035					344.007
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0230				0	0	0	1.705	1.705
Part des réassureurs	R0240	0	16.081	9.374	0	0	0	868	29.693
Net	R0300	7.756	441.296	288.114				837	815.831
Claims incurred									
Brut - Affaires directes	R0310	38	126.898	80.542					232.169
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0320	3.392	104.776	88.378					204.332
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0330				0	0	0	806	806
Part des réassureurs	R0340	38	5.560	3.483	0	0	0	156	10.321
Net	R0400	3.392	226.115	165.436				651	426.985
Variation des autres provisions techniques									
Brut - Affaires directes	R0410	0	1.854	821					2.700
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0420	-3	-772	939					310
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0430				0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0440	0	-24	0	0	0	0	0	-24
Net	R0500	-3	1.106	1.761					3.034
Dépenses engagées	R0550	3.496	205.753	107.670					355.803
Autres dépenses	R1200								0
Total des dépenses	R1300								355.803

S.05.02.01 – PRIMES, SINISTRES ET DEPENSES PAR PAYS

K EUR

S.05.02.01

Primes, sinistres et dépenses par pays

	Pays d'origine	Top 5 des principaux pays (par montant de primes émises brutes) – engagements en non-vie					Top 5 des principaux pays et pays d'origine	
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070
		FR	ES	US	BE	DE	PT	
	R0010	FR	ES	US	BE	DE	PT	
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
		FR	ES	US	BE	DE	PT	0
Primes émises								
Brut - Affaires directes	R0110	253.460	81.539	0	82.572	36.875	6.807	461.254
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0120	3.437	94.340	109.928	30	32.166	45.789	285.690
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0130	1.705	0	0	0	0	0	1.705
Part des réassureurs	R0140	4.355	7.020	2.251	8.419	369	5	22.419
Net	R0200	254.247	168.859	107.677	74.183	68.672	52.591	726.229
Primes acquises								
Brut - Affaires directes	R0210	248.802	82.740	0	80.680	35.555	5.726	453.504
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0220	3.956	89.132	108.133	30	32.193	46.721	280.164
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0230	1.705	0	0	0	0	0	1.705
Part des réassureurs	R0240	4.381	6.390	2.251	8.419	388	5	21.835
Net	R0300	250.082	165.482	105.882	72.291	67.360	52.442	713.538
Charge des sinistres								
Brut - Affaires directes	R0310	132.950	40.392	0	33.886	14.381	2.360	223.971
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0320	689	61.677	70.835	-1.553	11.793	29.572	173.012
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0330	806	0	0	0	0	0	806
Part des réassureurs	R0340	2.292	4.096	2.188	1.462	-1.079	0	8.959
Net	R0400	132.153	97.973	68.647	30.871	27.254	31.932	388.830
Variation des autres provisions techniques								
Brut - Affaires directes	R0410	2.700	0	0	0	0	0	2.700
Brut - Réassurance acceptée proportionnelle	R0420	310	0	0	0	0	0	310
Brut - Réassurance acceptée non proportionnelle	R0430	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0440	-24	0	0	0	0	0	-24
Net	R0500	3.034						3.034
Dépenses engagées	R0550	131.157	57.081	16.078	34.343	25.309	14.839	278.807
Autres dépenses	R1200							
Total des dépenses								278.807

S.17.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE

K EUR

S.17.01.02

Provisions techniques non-vie

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050									
meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Provisions pour primes										
Brut - Total	R0060	9.716	-550			10.309			-93	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-81				765				
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	9.797	-550			9.543			-93	
Provisions pour sinistres										
Brut - Total	R0160	10.541	171			2.863			41	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	346				397				
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	10.195	171			2.467			41	
Total meilleure estimation - Brut	R0260	20.257	-379			13.172			-52	
Total meilleure estimation - Net	R0270	19.992	-379			12.010			-52	
Marge de risque	R0280	438	7			479			2	
Montant de la transition sur les Provisions techniques										
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290									
Meilleure estimation	R0300									
Marge de risque	R0310									
Provisions techniques - Total										
Provisions techniques - Total	R0320	20.695	-372			13.651			-50	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0330	265				1.162				
Montant des provisions techniques, moins montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	20.430	-372			12.489			-50	

Europ Assistance SA – Gestion du capital

K EUR

S.17.01.02

Provisions techniques non-vie

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010								0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050								0
meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brut - Total	R0060	2.306	94.813	41.610					158.111
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-88	1.986	2.442					5.024
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	2.394	92.827	39.168					153.087
Provisions pour sinistres									
Brut - Total	R0160	6.279	68.035	88.479				-1.983	174.425
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	15	2.553	5.080					8.390
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	6.264	65.482	83.400				-1.983	166.035
Total meilleure estimation - Brut	R0260	8.585	162.848	130.089				-1.983	332.536
Total meilleure estimation - Net	R0270	8.658	158.309	122.568				-1.983	319.122
Marge de risque	R0280	308	3.165	4.349				1	8.749
Montant de la transition sur les Provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290								0
Meilleure estimation	R0300								0
Marge de risque	R0310								0
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	8.893	166.013	134.438				-1.982	341.285
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0330	-73	4.539	7.521					13.414
Montant des provisions techniques, moins montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	8.966	161.474	126.917				-1.982	327.871

S.19.01.21 – SINISTRES EN NON-VIE

K EUR

S.19.01.21

Accident year

Z0010

Sinistres payés bruts (non cumulés)

		Année de développement										Pour l'année en cours C0170	Somme des années (cumulés) C0180	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9			10 & +
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110		
Prior	R0100											1	1	285.463
2010	R0160	172.374	32.330	3.597	2.321	2.024	1.333	821	206	16	-4		-4	215.019
2011	R0170	200.243	38.669	4.194	2.326	1.691	1.149	266	29	18			18	248.586
2012	R0180	209.305	41.581	5.169	2.632	1.052	591	288	39				39	260.657
2013	R0190	207.995	39.334	4.263	2.699	1.167	632	255					255	256.344
2014	R0200	198.930	40.208	4.994	1.838	889	468						468	247.327
2015	R0210	209.316	45.276	5.346	1.771	1.695							1.695	263.404
2016	R0220	232.464	51.040	7.343	2.098								2.098	292.944
2017	R0230	237.454	71.225	3.295									3.295	311.974
2018	R0240	309.934	79.715										79.715	389.649
2019	R0250	302.213											302.213	302.213
Total	R0260												389.794	3.073.582

Meilleure estimation non actualisée des provisions brutes de réassurance

		Année de développement (montant absolu)										Fin d'année (données actualisées)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +	
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0360
Prior	R0100											11	11
2010	R0160									180	172		173
2011	R0170								159	138			139
2012	R0180							241	277				278
2013	R0190						526	378					379
2014	R0200					1.093	724						727
2015	R0210				2.708	1.671							1.679
2016	R0220			3.786	2.422								2.433
2017	R0230		5.499	2.585									2.597
2018	R0240	83.930	7.708										7.742
2019	R0250	127.857											128.346
Total	R0260												144.505

S.22.01.21 – IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

K EUR

S.22.01.21

Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques			341.285			361
Fonds propres de base	R0020		291.065		-263	
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050		291.065		-263	
Capital de solvabilité requis	R0090		193.493			178
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100		286.491		-269	
Minimum de capital requis	R0110		87.072			80

S.23.01.01 - FONDS PROPRES

K EUR

S.23.01.01

Fonds propres - Solo

	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Utilisation du dérivé	R0010	46.927	46.927		
Montant des entrées de trésorerie liées au contrat d'échange	R0030	54.897	54.897		
Monnaie fournie au titre du contrat d'échange	R0040				
Monnaie reçue au titre du contrat d'échange	R0050				
Date d'échéance	R0070				
Valeur Solvabilité II	R0090				
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110				
Montant notionnel du dérivé	R0130	167.639	167.639		
Positions acheteur/vendeur	R0140	21.139		21.139	
Prime reçue à ce jour	R0160	849			849
Taille du contrat	R0180				
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	387			
Déductionq					
Déductions pour participations dans d'autres entreprises financières	R230				
Total fonds propres de base après déductions	R290	291.065	269.076	21.139	849
Fonds propres auxiliaires					
Type de code d'identification de la contrepartie	R0300				
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310				
Code d'identification du groupe de la contrepartie	R0320				
Nom du contrat	R0330				
Type de code d'identification de l'actif ou du passif sous-jacent au dérivé	R0340				
Utilisation du dérivé	R0350				
Positions acheteur/vendeur	R0360				
Prime reçue à ce jour	R0370				
Autres fonds propres auxiliaires	R0390				
Total fonds propres auxiliaires	R0400				
Fonds propres disponibles et éligibles					
Total des fonds Propres disponibles pour couvrir le SCR	R0500	291.065	269.076	21.139	849
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le MCR	R0510	290.215	269.076	21.139	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0540	291.065	269.076	21.139	849
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	R0550	286.491	269.076	17.414	
SCR	R0580	193.493			
MCR	R0600	87.072			
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0620	150,4%			
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital de solvabilité requis	R0640	329,0%			
			C0060		
Réserve de réconciliation					
Excess of assets over liabilities	R0700	270.313			
Own shares (held directly and indirectly)	R0710				
Type de code d'identification de l'organisme de placement collectif	R0720	0			
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	102.674			
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740				
Réserve de réconciliation	R0760	167.639			
Bénéfices attendus					
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	6.241			
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	6.241			

S.25.01.21 – CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS - POUR LES ENTREPRISES SUR LA FORMULE STANDARD

Europ Assistance SA – Gestion du capital

K EUR

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis - pour les entreprises sur la formule Standard

		Capital de solvabilité	USP	Simplifications
		requis brut	C0090	C0100
	C0110			
Risque de marché	R0010	37.892	37.892	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	42.541	42.541	
Risque de souscription en vie	R0030	0	0	
Risque de souscription en santé	R0040	11.607	11.607	
Risque de souscription en non-vie	R0050	180.265	180.265	
Diversification	R0060	-52.686	-52.686	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070		0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	219.619	219.619	
				C0100
Calcul du capital de solvabilité requis				
Risque opérationnel	R0130	26.029		
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0		
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-52.154		
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0		
Capital de solvabilité requis à l'exclusion de l'exigence de capital supplémentaire	R0200	193.493		
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0		
Solvency capital requirement	R0220	193.493		
Autres informations sur le SCR				
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400			
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	193.493		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420			
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430			
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440			

S.28.01.01 – MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) —ACTIVITE D'ASSURANCE OU DE REASSURANCE NON-VIE UNIQUEMENT

K EUR

S.28.01.01

Minimum de capital requis (MCR) — Activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

		Activités en non-vie
		C0010
Résultat MCRNL	R0010	134.028

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

Calcul MCR Non Vie	Activités en non-vie	
	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
	C0020	C0030
Assurance des frais médicaux	R0020	19.992 55.708
Assurance de protection du revenu	R0030	0 1.688
Assurance d'indemnisation des travailleurs	R0040	
Assurance de responsabilité civile automobile	R0050	
Autre assurance des véhicules à moteur	R0060	12.010 22.310
Assurance maritime, aérienne et transport	R0070	
Assurance incendie et autres dommages aux biens	R0080	
Assurance de responsabilité civile générale	R0090	0 498
Assurance crédit et cautionnement	R0100	
Assurance de protection juridique	R0110	8.658 7.599
Assistance	R0120	158.309 445.912
Pertes pécuniaires diverses	R0130	122.568 294.501
Réassurance non proportionnelle santé	R0140	
Réassurance non proportionnelle accidents	R0150	
Réassurance non proportionnelle maritime, aérienne et transport	R0160	
Réassurance non proportionnelle biens	R0170	0 837

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	134.028
SCR	R0310	193.493
Plafond du MCR	R0320	87.072
Plancher du MCR	R0330	48.373
MCR combiné	R0340	87.072
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3.700
Minimum de capital requis	R0400	87.072



**europ
assistance**

you live we care